

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1596 | LUNDI 6 NOVEMBRE 2023 | 20 PAGES €7 \$8

Hier, aujourd'hui, demain

Je l'ai choisi



Le Président
Félix-Antoine
Tshisekedi
Tshilombo. DR.



LE SOFT INTE

NE AFRIQUE CENTRALE.

Hier, aujourd'hui, demain, je l'ai choisi

par Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Ils sont vingt-six. Vingt-six à ces scrutins à prendre la course de la Présidentielle. Ni la CENI, la Commission Électorale Nationale Indépendante contestée comme jamais, traînée dans la boue, diabolisée, ni la Haute Cour, la Cour Constitutionnelle contestée comme jamais, traînée dans la boue, diabolisée, n'en a exclu un seul. Avaient-elles été piégées et s'en sont-elles finalement bien tirées ?

En tout cas, tous ces candidats sont sur la ligne de départ. Qui désormais contestera l'esprit d'ouverture qui marque le «Pouvoir Tshisekedi»? Hier en première ligne de la contestation - et de la CENI et de la Haute Cour - l'Église catholique et les Katumbistes n'ont désormais que louange à la bouche. Quand des pays cités comme exemple parfait de démocratie invalident avec brutalité des adversaires politiques, le Congo au cœur du Continent est poussé à les accepter tous quitte à énerver les lois sous prétexte d'inclusivité. La recette qui marche? Aller frapper à la porte d'une chancellerie occidentale pour que celle-ci donne l'alerte planétaire. Même si pour 500 mandats aux Législatives nationales, le pays a enregistré 25.000 candidats, ce nombre de vingt-cinq à la ligne de départ pour la présidentielle interloque.

POURQUOI SONT-ILS TANT À SE LANCER ?

Qu'est-ce qui explique qu'un jeune homme d'affaires Seth Kikuni Masudi se remette dans le jeu après avoir échoué lamentablement à la précédente élection en 2018, lui qui manifestement ne fait pas de politique



Le Président Candidat n°20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.DR.

active, ne dispose ni d'un outil politique, ni d'un candidat député, n'a adhéré à aucun parti politique, à considérer tout au moins ce que l'on sait? Lui qui hier a dit non, oui, non ! A-t-il été à ce point déçu ? Mais par qui ? Qu'est-ce qui explique qu'une brillante dame Marie-Josée Ifoku Muta Mpunga se remette dans le jeu, elle qui en 2018 a lamentablement échoué ? Elle qui hier a dit non, oui, non ! C'est quoi cette histoire ? A-t-elle été à ce point déçue ? Mais par qui ? Qu'est-ce qui explique qu'un percutant individu comme Noël Kabamba Tshiani Muadianvita, autre candidat malheureux de 2018, se remette dans le jeu en 2023 ? Lui qui hier a dit non, oui, non ! Incroyable ! A-t-il été à ce point déçu ? Qu'est-ce qui explique que Radjabho Tebabho Soborabo inconnu dans le pays, dont la parole n'a jamais été entendue nulle part et le visage jamais vu à l'échelle nationale, autre candidat malheureux de 2018, se remette en course en 2023 ? Lui qui hier a dit non, oui, non ! A-t-il été à ce point déçu ? Qu'est-ce qui explique qu'un avocat Theodore Ngoy Ilunga Wa Nsenga, can-

didat malheureux en 2018, se remette en 2023 dans la course? Certes, pendant cinq ans, le pasteur a laissé son effigie de candidat en l'air devant sa résidence, à côté du cimetière de la Gombe. Un message subliminal ? Qu'est-ce qui explique qu'un ancien Premier ministre Adolphe Muzito Fumutshi hier bras droit de Martin Fayulu Madidi dont il chantait le sang qui coulerait dans ses veines, le même que le sien, et qu'il a transporté dans le Grand Bandundu expliquant que le sang de son filleul est celui de tout le Bandundu, se sépare de lui, le traîne désormais systématiquement dans la boue et qu'il se jette désormais lui-même dans la bataille ? Qu'est-ce qui explique que deux anciens gouverneurs de l'Équateur Tony Bolamba et Jean-Claude Baende Etafe Eliko inconnus à l'échelle nationale qui, hier avaient dit non, oui, se jettent dans la course pour la présidentielle ? Comme expliquer que des plus ou moins inconnus et des parfaits inconnus (Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, Franck Diongo Shamba, Constant Mutamba Lukusa, Georges Buse Falay,

Joëlle Bile, Enoch Ngila, André Masalu, Patrice Mwamba, Abraham Ngalasi, Nkema Liloo Bokonzi, Rex Kazadi, Justin Mudékereza) prennent la course? Qu'est-ce qui explique qu'un ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon au centre de nombre de scandales de détournements des centaines de millions de \$US, poursuivi par la justice, postule à la présidentielle quand il a annoncé qu'il quittait le pays pour « des raisons de santé » ? Comment comprendre qu'un médecin de brousse, un gynécologue, prédicateur dans une église, Denis Mukwege - «le réparateur des femmes» - se lance brusquement en politique au retour d'une rencontre à Washington, à la Maison Blanche, et qu'il quitte un métier qui l'a fait exister ? Certes, pour une personne prenant part à une compétition électorale, se porter candidat est un moment pour se faire connaître, se faire mettre en évidence, faire la promotion de ses idées, faire rêver ses compatriotes. Reste que le chiffre de vingt-cinq est effarant. Est-ce parce que face à la pauvreté, face à la misère, face à l'absence d'entreprises

de production dans le pays, la politique apparaît comme «le plus grand employeur» qui assure quelques lendemains au point qu'elle fait tant courir ? Finalement que cherchent-ils ? S'amusent-ils mais en jouant autant avec de l'argent ? Ont-ils des calculs ? Cherchent-ils à bernier les Congolais ? Sauf qu'en face, ils ont un homme né dans le combat, connaît les combats.

HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN.

Face à un tel désordre, il faut choisir et savoir choisir pour le Congo. Hier, quand personne publiquement ne lui donnait la moindre petite chance parce qu'il n'avait pas les millions de \$US à distribuer, ni de jet privé à faire décoller pour ses déplacements, moi, j'ai fait mon choix : Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, cet homme qui avait l'ancrage en interne. Pour la petite histoire, jamais je n'oublierai ce jour où lors d'un petit déjeuner dans l'un des palais de la ville, un ancien Vice-président de la République proche et resté proche de l'ancien pouvoir, abandonne sa table, avance vers moi avec cette question à la bouche posée comme un pénitent, un homme qui a péché et va dans un confessionnal se confier à un prêtre : «Dis-moi, Professeur. Comment as-tu pu savoir que le futur Président de ce pays serait Félix Tshisekedi ? » Si d'aucuns me prêtent quelques pouvoirs dans le domaine de la prophétie, j'y vois une autre réponse : il n'existe personne ni devant moi, ni derrière moi pour peser sur moi. Cette capacité de faire des annonces que ceux qui me fréquentent reconnaissent et

témoignent, il faut certainement la rechercher dans une capacité d'analyse millimétrée, sereine, guidée ni par quelqu'un, ni par aucun intérêt. Aujourd'hui, ce choix Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo fait hier tient. Le pays tient en dépit de ce qui nous arrive dans notre Est si riche, si convoité qui avait certainement conduit les grandes puissances planétaires réunies à la Conférence de Berlin, à nommer notre Congo «État Indépendant», y érigeant un marché planétaire ouvert dont la garde fut confiée à un homme qui leur apparut comme le moins dangereux de tous car le plus faible: le roi des Belges Léopold II. Demain, ce choix d'hier, ce choix d'aujourd'hui Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo reste le même. Il est intact. En cinq ans, la gouvernance de notre pays n'a pas été sans reproche. Reste que sur les vingt-six candidats de 2023, le Congo ne mérite ni un homme - Martin Fayulu Madidi - fabriqué à Genève (par les mêmes puissances étrangères aujourd'hui à la recherche d'un autre), abandonné par tous ses mentors (Freddy Matungulu reparti au FMI par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo après un passage à la BAD par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Jean-Pierre Bemba Gombo désormais Vice-Premier ministre, Antipas Mbusa Nyamwisi aujourd'hui ministre d'État, Moïse Katumbi Chapwe qui l'a quitté tout comme Adolphe Muzitu) ; le Congo ne mérite ni Moïse Katumbi Chapwe apparu au Congo par ses affaires minières mais qui n'existe que par la communication où il investit sans fin, où il distribue des millions de \$US; le Congo ne mérite ni Denis Mukwege

porté par un prix Nobel de la paix pour «la réparation des femmes» mais qui le place loin de la politique. Ses premières apparitions en public en disent long. À l'Ouest, dans le Kwilu, province Swing State, un candidat député soulève plus que ce gynécologue au point d'avoir évité de s'arrêter à la cité de Masimanimba, le long de la nationale N°1 où il avait formellement annoncé un grand meeting sur les réseaux sociaux, après Kikwit où nul non plus ne l'a vu arriver hormis des curés. Quant à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, il dispose d'une machine ; une machine implantée ; une machine rodée. L'UDPS, son parti politique mais aussi une kyrielle de partis et de regroupements politiques qui se sont constitués dans l'élan de la mise en place de l'Union Sacrée de la Nation. Hier, comme aujourd'hui, comme demain, sauf si les chancelleries occidentales en décident autrement et déversent des millions de \$US - ce qui n'est pas évident - pas un candidat ne sera à même de battre dans l'urne Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Faut-il cependant craindre cet extérieur? Bien sûr. Sauf que face à la détermination d'un pays, face à la vigilance d'un peuple, face à la volonté de résistance qui marque ce pays et ce peuple, l'interventionnisme extérieur ne saura rien imposer dans un monde de plus en plus multipolaire, où l'Occident perd pied de plus en plus. Aux Congolais de veiller et de défendre leurs intérêts, non de veiller et de défendre les intérêts des Occidentaux. Hier, aujourd'hui, demain 20 décembre 2023, j'ai choisi Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

KKMRY ■

Ce décembre 2018 quand le choix fut fait



Lundi 3 décembre 2018, peu avant le lancement de la campagne CACH, Tryphon Kin-kiey Mulumba accueilli, ovationné, signe au siège de l'UDPS. DR.

Ce mois de décembre 2018, le Congo a vécu un grand événement que l'Histoire retiendra demain et quand d'aucuns me firent passer pour un fou: le retrait de ma candidature à la Présidence suivie du ralliement à la Candidature n° 20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à qui personne ne donnait la moindre petite chance de victoire. Pourtant ! Ci-après, du texte qui raconte cette histoire.

Au micro de la radio Top Congo ce samedi à Kinshasa, l'ancien ministre et proche de Kabila, Tryphon Kin-kiey s'est expliqué sur les raisons de son ralliement à Félix Tshisekedi. « Les foules qui courent derrière le couple Cach le font parce qu'ils croient en Félix Tshisekedi et à Vital Kamerhe », a-t-il confié, annonçant l'élaboration d'un projet de gouvernement commun avec les deux autres leaders de cette coalition. Kin-kiey affirme que la coalition Cach va gagner la Présidence. Il fustige la candidature de Martin Fayulu. Pour lui, le candidat de la coalition Lamuka ne souhaite pas prendre part au prochain scrutin. « Martin Fayulu ne



Samedi 8 décembre 2018, l'annonce sur Top Congo face à Lusakweno et son team. DR.

veut pas être élu ; (il ne peut pas être élu) ; l'appuyer serait croire dans des mensonges», fait remarquer. « J'ai été contacté avant, pendant et après Genève mais par quel miracle Martin Fayulu va gagner quand il demande aux électeurs de ne pas voter », s'est-il interrogé. « J'ai posé des questions à mon frère [Fayulu] sur son projet de transition de deux ans (parce qu'il s'est engagé, s'il est élu Président à n'être Président que pendant deux ans). Il m'a répondu, « je ne suis pas gourmand » (...) Mon frère n'a pas su non

plus me répondre sur l'utilisation de la machine à voter (qu'il condamne) », a-t-il enfoncé. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba avait surpris plus d'un en annonçant sa candidature à la Présidence en août dernier. Le 3 décembre, cet ancien ministre a encore étonné le pays en intégrant la coalition Cap pour le Changement, annonçant le retrait de sa candidature au profit de celle de Félix Tshisekedi. « Ballotté entre le Cœur et la Raison, j'ai fait, ce lundi soir 3 décembre 2018 à Kinshasa au siège de l'UDPS de Papa

Tshisekedi dont je fus le porte-parole à l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais, le choix de la Raison a prévalu », avait-il écrit plutôt sur son compte Twitter kkmtry. En septembre dernier, dans une interview sur POLITICO. CD, Kin-kiey avait affirmé vouloir « continuer l'œuvre de Kabila », disant partager des « valeurs » avec le candidat de la coalition au pouvoir, Emmanuel Shadary (que personne alors ne soupçonnait qu'il serait désigné par Kabila pour lui succéder) et n'avoir rien en commun avec l'opposi-

tion.

LA RÉDACTION ■
8 décembre 2018
à 17:53
<https://www.politico.cd>

Le candidat président, Tryphon Kin-kiey Mulumba a, ce samedi 8 décembre au cours de l'émission Top Presse sur la radio Top Congo, expliqué les raisons qui l'ont poussé à se rallier à la coalition Cap pour le Changement, Cach, et non à la coalition Lamuka. Il affirme que le tandem Kamerhe-Tshisekedi représentait, pour lui, « une offre politique » et son ralliement à Cach est un « choix de la raison ».

« À Genève, il s'agissait d'un frère. À Nairobi, il s'agissait d'une offre politique. Entre le cœur et la raison, que choisir? J'ai finalement choisi la raison. Tout simplement parce que, d'un côté, vous avez une offre politique, vous avez de vraies bêtes de scène. Je pense à Vital Kamerhe, un vrai animal politique qui mobilise l'Est du pays. Au centre, on a un vrai animal politique, Félix Tshisekedi », a-t-il déclaré. S'agissant de Lamuka, Kin-kiey Mulumba estime que le candidat de Lamuka développe « un discours incompréhensible » sur le processus électoral et qu'il serait une marionnette portée par « les calculateurs politiques » et « les haineux » qui veulent « lui faire jouer un mauvais rôle ». « Martin Fayulu développe un discours que je n'arrive pas à comprendre et que les Congolais n'arrivent pas à comprendre. Il dit le 23 décembre, il sera le président de la République mais en même temps, il demande aux Congolais de ne pas aller voter ce jour-là. Je me dis s'ils ne votent pas ce jour-là, s'ils utilisent un bulletin qui sera déclaré nul, donc ce vote-là ne sera pas comptabilisé. Par quel miracle, Fayulu deviendra Président? », a-t-il

précisé. Pour rappel, Kin-kiey s'est désisté en faveur de Félix Tshisekedi pour la présidentielle du 23 décembre.

MERVEIL MOLO ■
stagiaire,
samedi 8 décembre
2018 - 21:54
<https://7sur7.cd>

Tryphon Kin-kiey Mulumba a été présenté ce lundi 3 décembre, au siège de l'UDPS, Union pour la Démocratie et le Progrès Social, à Kinshasa, comme allié du ticket Vital Kamerhe-Félix Tshisekedi. Originaire de Masi-Manimba, Kwilu, Kin-kiey, candidat indépendant à la présidentielle du 23 décembre, a laissé planer le doute le week-end dernier sur son ralliement qui a été finalement officialisé à Limete. « Avec le ralliement de Kin-kiey Mulumba avec les provinces de l'ex-Équateur et de l'ex-Bandundu, nous avons réuni la RDC. Moi, je suis de l'Est du pays, Félix Tshisekedi est du Centre. La victoire est certaine », a dit Vital Kamerhe lors de la cérémonie organisée à cet effet. Charles Bofassa Djema, Laurent Batumona Nkhandi Kham et d'autres personnalités politiques ont été également présentés.

CHRISTINE TSHIBUYI ■
<https://actualite.cd>
Lundi 3 décembre
2018 - 19:34.

Si Katumbi passe la main, il cesse d'exister



À gauche, Moïse Katumbi Chapwe. À droite, le Président Tshisekedi accueille Peter Pharm venu plaider la cause de l'ancien Gouverneur du Katanga. DR.

Cela se dit et s'entend par-tout. L'ancien gouverneur multi-millionnaire (en \$US) serait tenté de passer la main. Mis sous pression par ses maîtres occidentaux - les mêmes qui ne cessaient de défiler chez lui au Katanga, à Kashobwe, admirant ses œuvres - Moïse Katumbi Chapwe aurait tout accepté. Son combat était sa reconnaissance politique ; la reconnaissance de son identité. Les arrêts de la Cour Constitutionnelle ont tranché. Plus rien ne sera comme avant. MKC a gagné. Il est Congolais. Il peut concourir à tout scrutin, même à la présidentielle. Le Pouvoir Tshisekedi qui lui avait délivré un passeport qui lui permit de voyager et de regagner le pays n'a pas estimé devoir peser devant la Haute Cour pour obtenir l'invalidation de sa candidature. En 2018, Kabila l'avait fait avec force armée. Il y était parvenu. Il avait érigé un mur aérien et terrestre infranchissable pour l'homme de Kashobwe. La police et l'armée massées à la frontière avec la Zambie avec un ordre strict : ne jamais permettre à l'ancien gouverneur

du Katanga de se faire identifier par la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante, et de se faire inscrire sur les listes électorales. Outre une série de procès intentés dont certains sont encore pendants devant la justice congolaise. À dire vrai, jamais un homme n'avait autant vécu le calvaire. Malgré les millions déversés à l'Américain J. Peter Pharm nommé le 9 novembre 2018 envoyé spécial pour la région des Grands Lacs par le président Donald Trump, l'animateur Afrique du très pro-républicain Atlantic Council, think tank américain spécialisé dans les relations internationales basé à Washington, n'avait pu obtenir l'autorisation de passer le fleuve pour tenter de plaider la cause de Moïse Katumbi. Il s'était contenté de s'arrêter à Brazzaville et d'observer la grande ville de Kinshasa depuis cette rive brazza-congolaise.

LES MILLIONS DE \$US DÉVERSÉS À L'AMÉRICAIN ATTENDAIENT LIVRAISON. Le régime Kabila n'avait pu oublier des prises de position de cet homme né à Paris d'une famille vietnamienne qui s'illustra par des attaques contre Kabila

et principalement en 2012 dans une tribune parue dans le New York Times intitulée «Pour sauver le Congo, laissons-le s'effondrer». Dans ce texte, Peter Pharm estimait que le Congo était un pays «artificiel» et «fictif» aux frontières héritées de l'ère coloniale ; qu'il était un pays sans cesse tiraillé par les tentations séparatistes. Il plaidait pour une partition du pays en de plus petites entités en vue de permettre à la communauté internationale de consacrer ses ressources à l'aide humanitaire et au développement et non au maintien de la sécurité. D'où le surnom que des influenceurs congolais lui collèrent : «le balkanisationniste». Alors que contre des millions de \$US, il avait assuré son client qu'il agirait à Washington pour lui obtenir son retour au Congo, Peter Pharm dut attendre l'élection du nouveau président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo pour sauter le fleuve. Face à Moïse Katumbi Chapwe, il portait une dette. Ayant versé des sommes colossales, l'ancien gouverneur du Katanga poussé par Kabila en exil depuis 2016 attendait trop impatient la livraison de la marchandise dont il avait payé le prix.

C'est Tshisekedi qui prit la décision qui fit revenir au pays l'ancien gouverneur. Le 8 mars 2019, le passeport biométrique congolais fit remis à Moïse Katumbi à l'ambassade du Congo à Bruxelles. Sur Rfi, Delly Senganga Hipungu Dja Kaseng Kapitu - le même -, secrétaire général de l'alors plateforme Ensemble pour le changement fit savoir que la remise du passeport de Moïse Katumbi «n'était qu'un premier pas pour lequel nous félicitons le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo d'avoir tenu parole».

IL SALUE «LE TRANSFERT HISTORIQUE ET PACIFIQUE DU POUVOIR». Moins d'un mois auparavant, le 26 février 2019, le nouveau président de la République avait reçu en grande pompe, à la Cité de l'Union Africaine, l'envoyé spécial américain. «J'ai rencontré le Président Felix Tshisekedi et d'autres responsables gouvernementaux, des représentants de la société civile et des Leaders religieux congolais, ainsi que des représentants de tout le spectre politique du pays, y compris l'ancien candidat à la présidentielle, Martin Fayulu. Lors de

ces réunions, j'ai souligné que les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple de la République démocratique du Congo, à la suite du transfert historique et pacifique du pouvoir en RDC. J'ai félicité le Président Tshisekedi pour son investiture, il y a exactement un mois et j'ai insisté que les États-Unis s'engagent à le soutenir, ainsi que ses efforts à satisfaire le désir clair de changement exprimé par le peuple congolais. Nous sommes encouragés par le nombre de mesures importantes que le Président Tshisekedi a déjà prises, au cours de son premier mois de mandat pour lutter contre la corruption, accroître la transparence, promouvoir le principe d'obligation de rendre compte et améliorer le respect des droits de l'Homme. Alors que le gouvernement est en train de se former, nous sommes impatients de coopérer avec une nouvelle équipe engagée à faire progresser ces valeurs communes. Les restrictions de visas imposées par les États-Unis, annoncées lors de ma visite, vont dans le sens de l'engagement du Président Tshisekedi à éradiquer la corruption, à faire progresser les droits de l'homme et à renforcer la

démocratie en RDC. Les personnes identifiées publiquement étaient responsables de la corruption personnelle liée aux élections, laquelle remonte à 2016, bien avant le début de la période de campagne électorale ou le jour du scrutin. Comme je l'ai mentionné au Président Tshisekedi, le gouvernement des États-Unis est prêt à le recevoir lorsqu'il est disponible à se rendre à Washington et nous sommes prêts à travailler avec lui et son gouvernement pour créer un avenir plus pacifique et plus prospère pour le peuple congolais. J'ai eu également l'occasion de remercier l'Ambassadeur Mike Hammer et l'équipe de l'Ambassade des États-Unis à Kinshasa pour le travail incroyable qu'ils ont accompli ces derniers mois dans des conditions difficiles pour promouvoir les intérêts américains et renforcer les liens politiques, sécuritaires et économiques entre nos deux pays».

LA RAISON PRINCIPALE DE LA VISITE : PLAIDER POUR LE PASSEPORT. Des déclarations trop loin de la réalité. Peter Pharm était venu rendre visite au nouveau président mais il profita de l'occasion pour demander qu'un passeport soit délivré à l'ancien

gouverneur. Le diplomate rappelait que le 23 mai 2018, Tshisekedi et Katumbi avaient été reçus à l'Atlantic Council où ils avaient présenté leur plan pour le Congo. La démarche de l'envoyé américain fut mal interprétée à Washington, au département d'État qui dut le déplacer au Sahel. Très dépendant des Occidentaux, Moïse Katumbi va-t-il les écouter et passer la main au gynécologue Denis Mukwege dans le cadre d'un partage de responsabilités ? Dans les milieux du médecin de Panzi, on en est convaincu. «Moïse Katumbi est d'accord pour passer la main à Mukwege. Maintenant que son principal problème est réglé - la reconnaissance de sa nationalité congolaise - il attendra l'élection de 2028», explique un homme. Reste que s'il le fait, le Congo aura alors tout vu. Comme beaucoup de candidats à la présidence de la République, avoir pris la course n'avait qu'un sens pour lui : brandir la victimisation, trouver une parade, se faire reconnaître, exister. Face à l'histoire, Moïse Katumbi Chapwe aura alors mangé la dernière tranche de crédibilité qui lui restait.

D. DADEI ■

Le candidat du peuple congolais

Sous-estimé comme jamais et toujours couru comme sans doute jamais, c'est Fatshi, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le fils de son père. On peut tout dire, la naissance d'un homme, la formation de celui-ci, l'éducation, l'environnement immédiat, voilà qui sert de pièce d'identité à chacun. Il n'avait jamais quitté son père. Il endure les années de martyr sous Mobutu, qui place son père à résidence surveillée sous la garde de l'armée, les années de condamnation, celle de relégation à Mupomba dans Kabeya Kamwanga, au Kasai Oriental, village de son père, avec sa mère, avec son père, accusé d'avoir initié la première contestation publique du régime Mobutu par des acteurs politiques et faibli ainsi la puissance du régime. Le martyr qui se poursuit sous les deux Kabila, père et fils. Tout commence par la fameuse «Lettre des 13 parlementaires» publiée le 1er novembre 1980 qui dénonce littéralement un régime de dictature. Cette longue lettre ouverte survient après la répression par l'armée en juillet 1979 de creuseurs artisanaux de diamants à Katekelay dans le Kasai Oriental alors que l'exploitation de diamants par des privés est interdite. La lettre a opté «pour un langage militant, c'est-à-dire dépouillé de toute hypocrisie et de toute flatterie». Elle se termine par appeler le « Citoyen, Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République », à « une réforme politique profonde mettant en œuvre » dix principes susceptibles de conduire le pays à «l'instauration de ce pluralisme» en lien avec le Manifeste de la N'Sele, document fondateur du MPR



Il s'est rendu personnellement au BRTC et a déposé son dossier de candidature. DR.



qui prévoyait un deuxième parti en référence à l'article 4 de la Constitution du 24 juin 1967.

« JE VOUS DIS À NOUS REVOIR ».

Les signataires sont Ngalula Pandanjila, Makanda Mpinga Shambuvi, Paul Kapita Shabani, Gabriel Kyungu wa Kuwanza, Potrais Lumbu Maloba Ndoba, Kana Tshungu, François Lusamba Ngieni, Kasala Kalumba, Bengamine Manga Ruka, Charles Dia Onken Ambel, Ngoyi Mukendi, Mbombo Lona, Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Mobutu n'a pas apprécié que celui qui fut avec lui, avec Justin-Marie Bomboko et Joseph Nsinga Udjuu Ungwankebi Untube, concepteur et co-rédacteur de ce Manifeste de la

N'Sele, la charte qui crée le MPR, le Mouvement Populaire de la Révolution, parti unique, promulguée le 20 mai 1967, s'éloigne ainsi de lui. Il qualifie cela d'outrage à son pouvoir... Qu'importe ! Le fils, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est à Kabeya Kamwanga avec son père. Mais soucieux de préserver son enfant de ce martyr, Étienne Tshisekedi wa Mulumba parvient, de connivence avec des chancelleries occidentales, à l'expulser vers la Belgique via Brazzaville où le fils tente, autant que possible, de survivre, aux côtés des siens, aux côtés de ce Peuple - «le Peuple d'abord» - qui reste la référence du père comme celle du fils. Quand certains se prélassent dans des lieux extravagants,

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo vit la vie de ces progénitures éloignées des leurs. Ces durs moments de la vie lui assurent une formation d'où il tire tout aujourd'hui à l'âge adulte. Nul n'affirmera que les cinq années qu'il vient de passer à la tête du Congo à l'issue de la première et historique passation de pouvoir de «façon civilisée» aient été une sinécure. Passation de pouvoir de «façon civilisée»? Quand on sait comment le colonel Mobutu, chef d'état-major de l'armée, renverse le président de la République Kasavubu après avoir destitué le Premier ministre Patrice Émery Lumumba peu après assassiné au Katanga, quand on sait comment Mobutu est défait

par le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila à qui le fils Joseph Kabila succède après l'assassinat dans son bureau de son père, avouons que c'est grâce à l'accompagnement à l'international que le Congo aura connu à sa tête pour la toute première fois de son histoire, avec Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, une succession sans bruit de bottes. Sauf que la réalité aura été autre. Refusant de reconnaître sa défaite électorale, esquissant diverses stratégies de maintien au pouvoir et de reprise de pouvoir, l'ancien pouvoir du fils Kabila ne joue pas la sincérité. Sachant que selon la Constitution du pays, la réalité de ce pouvoir n'est pas à la présidence de la République, mais à l'Assemblée nationale et dans les assemblées provinciales, l'ancien pouvoir s'arrange pour s'adjuger - se fabriquer - une majorité stalinienne dans toutes les chambres nationales et provinciales dont émane le pouvoir exécutif, à commencer par le Premier ministre, Chef du Gouvernement et les gouverneurs de province. Le but final est de bloquer ce « Président du Peuple », l'empêcher de gouverner - de l'anéantir en lui retirant toute possibilité d'atteinte de résultat - afin de

revenir à la tête du pays à l'issue des cinq ans. Et pourquoi pas avant ? Qui a oublié ce court discours de Joseph Kabila le 17 août 2018, à Windhoek, la capitale de la Namibie où se tient le 38e sommet des chefs d'État de la SADC qui le pressent de ne pas se représenter à la tête du pays mais de faire sans attendre ses adieux, de se trouver éventuellement un candidat à sa succession quand il leur lance : « Je préfère ne pas vous dire au revoir, je vous dis à bientôt. La démocratie n'est pas juste une réalité, c'est un processus irréversible en RDC. Merci aux actuels chefs d'État qui m'ont aidé à me rendre la vie facile. Et à tous qui l'ont un peu compliqué ».

L'ÉCHEC CUISANT DE KABILA.

Joseph Kabila promet de revenir à la tête du Congo... Sauf que la politique est faite de surprises. Qui aurait imaginé un jour que des personnalités comme Augustin Matata Ponyo Mapon, Évariste Boshab Mabudjma-Bilenge, Adolphe Lumanu Mulenda Mwana N'sefu, Léonard She Okitundu Lundula, Célestin Tunda Ya Kasende, Jean-Charles Okoto, Lambert Mende Omalanga, etc., si liées à cet homme pour avoir été soit Premier ministre de son gouvernement (Augustin Matata Ponyo Mapon), soit Vice-premier ministre (Évariste Boshab Mabudjma-Bilenge, Adolphe Lumanu Mulenda Mwana N'sefu, Léonard She Okitundu Lundula, Célestin Tunda Ya Kasende), soit directeur de cabinet du président de la République (Boshab qui fut aussi président de l'Assemblée nationale, Lumanu), soit à la tête des ministères de souveraineté (Jean-Charles Okito, She Okitundu, Lambert Mende Omalanga, etc.), pouvaient un jour s'éloigner de ce

mentor, lui faire les adieux et traverser la rue ? L'effondrement fin décembre 2020, début février 2021, d'une majorité fabriquée dans les chambres parlementaires, l'éviction de ses présidents (Jeanine Mabunda Lioko Mudiayi le 10 décembre 2020 à la Chambre basse, Alexis Thambwe Mwamba le 5 février 2021 au Sénat), la chute, le 27 janvier 2021, du Gouvernement Sylvestre Ilunga Ilunkamba marque la fin d'une histoire. C'est rien d'autre que signe d'un échec cuisant pour l'ancien pouvoir. S'il y a eu une guerre au Congo-Zaïre appelée «la première guerre mondiale africaine», l'Histoire retiendra une trahison intervenue dans ce pays qu'elle pourrait nommer «la première trahison politique mondiale africaine». Jamais, dans l'histoire démocratique, une majorité parlementaire n'avait changé aussi totalement sans élection anticipée au cours d'une législature. Il faut certainement aller chercher à une autre époque un leader de premier plan, aussi abandonné, aussi isolé, aussi trahi par ceux dont il avait forgé l'existence politique. Mais le vaste Congo au cœur du Continent qui a aidé l'Occident à gagner la première guerre mondiale grâce à son uranium de Chin-kolobwe, ce Congo et ses minerais rares et stratégiques (cuivre, coltan, cobalt, lithium, etc.) tant convoités dans le monde puisque tenant le futur de l'humanité, ce pays ne sera jamais laissé libre par aucune puissance. C'est au Peuple et au Peuple Congolais de faire barrage et de s'assumer pleinement contre des candidats de l'étranger. Au Sahel, une page s'écrit qui inspire respect ? C'est en tout cas le sentiment que tout le Continent a.

D. DADEI ■

Sa première rencontre avec Le Soft ou comment nous l'avons découvert

Le Soft International a retrouvé la première trace de Félix Tshisekedi dans ses colonnes. Sa première interview accordée à notre journal. Le jeune colosse était alors, depuis un an déjà, l'adjoint du Dr. François Mpuila Tshipamba Tshidibi - le même ! - à la tête de la fédération UDPS-Bénélux. Esprit déjà bien trempé, il était à peine connu de ses compatriotes que déjà notre journal l'avait remarqué. L'article de notre collaborateur Reddy Mununu fut mis en ligne le 5 juin 2005. Le journal qui ne s'appelait alors que «Le Soft» - pas plus - était le premier du pays et certainement d'Afrique Centrale, à avoir découvert la Toile à s'y être placé... Relisez sans modération.

Seul le timbre de sa voix le différencie des modulations martelées avec accent de son père biologique Étienne. Pour le reste, Félix est le parfait sosie de son géniteur de Tshisekedi. Il a tout de lui. De sa taille de colosse, près de 1 m 90, alourdi par un embonpoint plus que naissant au rictus de ses lèvres jusqu'à son regard glacial et distant. Rien ne laisse douter un seul instant que ce jeune homme de 42 ans est bien le fils de son père. Le troisième d'une lignée de six garçons que Tshisekedi a eus avec Marthe.

DISCUSSIONS ORAGEUSES.

De tous, Félix est le seul à faire la politique active. Depuis l'année dernière, il est l'adjoint du Dr François Mpuila Tshipamba Tshidibi - le même ! - à la tête de la fédération UDPS-Bénélux. À Kinshasa, le grand public a découvert son visage... sur le plateau d'une chaîne



Félix est le parfait sosie de son géniteur de Tshisekedi. Le fils a tout de son père. DR.

de télévision privée. Depuis, il crève l'écran et multiplie les sorties publiques. Pas une manifestation du parti tshisekediste ne se déroule sans qu'il y montre sa silhouette de déménageur. Il ne tarit pas de déclarations. Il en fait

même plus au point que certains milieux le voient désormais pour le porte-parole de l'UDPS, si pas le dauphin d'un Tshisekedi dont l'âge, 73 ans, décrit une courbe descendante de fin de carrière. «Chacun interprétera cela comme il

veut et comme il l'entend. J'ai fait mes classes à l'UDPS. J'ai commencé à la cellule. J'ai appris comment battre campagne et comment se faire apprécier par des amis. Voilà ! Je suis vice-président d'une fédération. Je ne suis pas un gars

qu'on peut considérer comme un fils à papa. Je n'accepterai jamais que mon père m'impose un poste de responsabilité. Ce n'est pas démocratie», s'est défendu le fils Tshisekedi au «Soft». Ses classes d'homme politique, il les a

faites loin de son père. À Bruxelles. Il n'a pas partagé moins les tribulations des débuts de la vie d'opposant d'ancien élu de Kabeya Kamwanga dans le Kasai Oriental... À l'aube d'un jour de novembre 1983, alors qu'il rentre d'une tournée nocturne avec un de ses frères, il trouve la résidence de son père, rue Pé-tunias, Limeté, assiégée par des éléments de l'ex-DSP, Division Spéciale Présidentielle. Le jeune Félix, sorti deux années plus tôt du Collège Boboto, détenteur d'un diplôme d'État des humanités littéraires, est terriblement déchiré de voir son père faire ses bagages avec des militaires à ses basques. Lui aussi fait autant. Comme toute la famille. Contrainte d'accompagner le père en relégation dans son village natal à Mupompa. «J'ai eu les larmes aux yeux. Mon père nous a expliqué que c'est son combat et nous a demandé de prendre courage. Ce n'était pas facile parce que cela perturbait notre scolarité», se rappelle Félix. La vie en relégation était des plus pires. Pas de visite. Pas de sortie. Pas de télé dans une bourgade sans électricité ni eau. Pour les soins de santé, les Tshisekedi devaient s'en référer au gouverneur de région (aujourd'hui gouverneur de province), quitte à ce que celui-ci transmette le message à Kinshasa pour dépêcher un médecin. «J'ai eu un mal de dent atroce que j'ai dû faire soigner traditionnellement», se souvient le fils de l'opposant. Devant le drame de ses enfants, Tshisekedi dut se résoudre à les mettre à l'abri. En exil... Avec la complicité des amis, Félix et ses frères sont exfiltrés, en 1984, de Kabeya Kamwanga à Bruxelles via Brazzaville. La renommée de la lutte de son père leur permet d'obtenir aussitôt le statut

de réfugié politique auquel il n'a renoncé que récemment pour venir se mouiller la chemise à Kinshasa. C'est dans la capitale belge qu'il a rencontré son épouse, une Shie née à Bukavu, qui lui a donné cinq enfants. S'il est ouvert, Félix entretient un grand mystère sur sa compagne. Il se refuse même à livrer son nom. Tout ce qu'il en dit, ce que c'est «une très belle, alors une très belle femme». On a beau insister mais difficile de faire cracher le morceau à ce gradué en... Il est plus disert sur la vie de famille des Tshisekedi. Il y règne un climat de parole libre. «Nous discutons souvent de manière orageuse», affirme-t-il. Les prises de position de Tshisekedi père et ses méthodes font aussi partie du menu des débats. Félix a toujours trouvé à redire là-dessus même si le chef historique de l'opposition reste son « modèle politique ». « Quelquefois, je ne partage pas les méthodes de mon père. Mais, dans l'ensemble, je suis totalement d'accord avec lui », confesse-t-il. Félix éprouve un profond respect envers son père. Il en est même très admiratif. « Grâce à son combat, le peuple congolais est devenu maître de son destin », se flatte le vice-président de l'UDPS-Bénélux. Il a aussi de l'admiration pour Nzanga, le fils de l'autre... Mobutu. Sur sa première épiphanie à Kinshasa, il déclare être venu «fêter l'avènement de nouvelles institutions au 1er juillet prochain. Ce jour-là, moi et mes frères, nous serons dans la rue. D'ailleurs, ceux qui ont accédé au pouvoir par les armes n'étaient pas au-devant de leurs armées».

REDDY MONUNU ■ lessoftonline.net KINSHASA, PARIS, BRUXELLES. Le Soft International n°1458 | MERCREDI 19 JUIN 2019.

Augustin Kabuya était en réunion à Madrid à l'Internationale Socialiste

Les Vice-présidents des différentes zones de l'Internationale Socialiste, IS en abrégé, l'Europe, l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Asie étaient lundi 30 octobre, à Madrid, en Espagne, pour une séance de travail dirigée par le Président de cette organisation politique, Pedro Sanchez, l'actuel Premier ministre espagnol et Président en exercice de l'Union Européenne. L'Afrique a été représentée par l'Angola, le Cameroun et le Congo-RDC avec le Vice-président Afrique Augustin Kabuya Tshilumba qui est Secrétaire Général de l'UDPS, le parti présidentiel. Organisation politique internationale qui regroupe la majeure partie des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes du monde, ainsi que certains démocrates, l'Internationale Socialiste est l'héritière directe de l'Internationale Ouvrière Socialiste, IOS en abrégé. Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement socialiste international est affaibli et divisé sur l'attitude à avoir envers l'Union soviétique. Il faudra plusieurs années pour aboutir à la création de l'Internationale Socialiste.

L'UDPS «PARTI MEMBRE DE PLEIN DROIT». La reconstruction progressive de l'Internationale des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes après la Seconde Guerre mondiale se fait à travers des conférences internationales qui se tiennent régulièrement jusqu'en 1951. Le congrès du Parti travailliste de décembre 1944 est l'occasion de discuter de la reconstruction de l'Internationale après le conflit, en présence de délégués de la SFIO, du Parti ouvrier social-démocrate suédois et des représentants des partis en exil (Parti travailliste norvégien, Parti socialiste polonais, Parti ouvrier belge et Parti socialiste italien). Ils décident de convoquer une conférence préparatoire. Cette conférence se tient le 5 mars 1945 à Londres. Treize partis sont représentés, mais ni les Allemands, ni les Autrichiens, ni les Hongrois n'ont été invités, et tous les partis invités n'ont pu envoyer de délégués. La conférence approuve l'occupation de l'Alle-



Vice-président Afrique de l'Internationale Socialiste, Augustin Kabuya Tshilumba, Secrétaire Général de l'UDPS, le parti présidentiel, accueilli à Madrid par le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, Président de l'Internationale Socialiste et Président en exercice de l'Union Européenne. UDPS.

magne et la dénazification, mais refuse sa division en plusieurs États. Elle rappelle la nécessité de l'unité de la classe ouvrière et de l'entente avec l'Union soviétique. L'arrivée des Travaillistes au pouvoir au Royaume-Uni, la présence d'autres partis membres de l'IOS au pouvoir dans leur pays (Suède, Norvège, Nouvelle-Zélande, Australie) fait de l'IOS une vraie puissance pour la première fois de son histoire. Il y a eu ensuite la conférence de Clacton depuis celle de Paris en 1933. Puis celle de Bournemouth, du 3 au 8 novembre 1946 qui prend la décision de dissoudre officiellement l'Internationale ouvrière socialiste. La conférence d'Anvers (29 novembre-1er décembre 1947) se dé-

roule après la conférence de Szklarska Poreba qui a constitué le Kominform qui prend la suite de l'Internationale communiste. La conférence d'Anvers rassemble dix-sept partis, y compris le Parti socialiste polonais, le Parti social-démocrate de Hongrie et le Parti social-démocrate tchèque. Elle refuse la qualité de délégué au représentant du Parti social-démocrate bulgare considéré comme pro-communiste, mais l'admet comme observateur. Sans condamner le Kominform, la conférence se prononce contre toute attaque envers la social-démocratie. Elle vote l'admission du SPD, malgré l'opposition du Parti social-démocrate de Hongrie, du Parti travailliste de Palestine (juif), du Parti socialiste polonais et du

Parti social-démocrate tchèque; le Parti socialiste italien et la Ligue ouvrière juive polonaise s'abstiennent. Enfin la conférence met en place le Comité de la conférence socialiste internationale (Comisco - Committee of the International Socialist Conference) avec un délégué par parti membre, et présidé par le Britannique Morgan Phillips. La conférence de Londres (20-23 mars 1948) qui a lieu après le Coup de Prague condamne le Kominform qu'elle rend responsable du schisme du mouvement ouvrier. Les partis qui soutiennent les partis communistes à l'Est sont exclus de la Conférence. Les socialistes italiens sont sommés de trancher entre leur collaboration avec le Kominform et celle avec les socialistes

antisoviétiques. La conférence de Vienne (4-7 juin 1948) condamne les démocraties populaires qualifiées de dictatures qui « trahissent la démocratie aussi bien que le socialisme ». La même résolution s'oppose à tout régime de parti unique. L'exécutif du Parti socialiste italien essaye de justifier sa position dans un mémorandum condamnant l'action du capitalisme et du Vatican pour créer une Italie clérico-conservatrice. La conférence de Baarn (14-17 mai 1949) exclut finalement le Parti socialiste italien après qu'il eut refusé de se réunifier avec le Parti social-démocrate italien qui refuse la subordination au Parti communiste. Cette conférence est également l'occasion de discuter de l'unité européenne. Quelques mois après, les partis socialistes d'Europe de l'Est créent en juillet 1949 l'Union socialiste d'Europe centrale et orientale présidée par Zygmunt Zaremba qui reçoit un statut consultatif au sein de la Conférence socialiste internationale. La conférence de

Paris (10-11 décembre 1949) élit un secrétaire en la personne de Julius Braunthal et institue une commission devant préparer une déclaration de principes. La conférence de Copenhague (1-3 juin 1950), outre l'admission des Parti socialiste japonais et Parti socialiste d'Uruguay, une commission présidée par Salomon Grumbach se met en place pour amender le projet de déclaration de principes. Finalement le Parti socialiste belge demande la reconstitution pleine et entière de l'Internationale socialiste. Il faut noter qu'il y a trois catégories de membres à l'Internationale Socialiste. L'UDPS est «parti membre de plein droit de l'Internationale Socialiste», qui explique le respect sinon la solennité qui entoure l'accueil à Madrid de son Secrétaire Général par ailleurs Vice-président Afrique. Le PALU, le Parti Lumumbiste Unifié est (était) l'autre parti politique congolais membre de l'IS mais «parti membre consultatif». La troisième catégorie est celle de parti observateur.

avec AGENCES ■

La SAMIDRC bientôt dans les Kivu

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a pris part samedi 4 novembre à Luanda, en Angola, à la conclusion des travaux du Sommet extraordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC entamés le 31 octobre par vidéoconférence. «Ce vendredi, les experts et ministres des pays membres se sont réunis pour préparer ce Sommet consacré à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la gouvernance dans la Région», a-t-on lu sur le compte X de la Présidence de la République. Un sommet pour évoquer la situation à l'est du Congo. Au menu des discussions : la mise en place de la force militaire de la région attendue dans la zone pour lutter contre la rébellion du M23 et qui en discussion depuis le 8 mai dernier. Objectif : remplacer les soldats de la communauté est-africaine dont le mandat expire le 8 décembre prochain et que Kinshasa n'entend pas prolonger. Au cours du sommet extraordinaire tenu en mode vidéoconférence, les Chefs d'État membres avaient échangé sur la question de la crise sécuritaire

dans l'Est du Congo et le processus de déploiement d'une mission militaire (SAMIDRC) dans cette région. L'enjeu majeur de ce rendez-vous est de graver dans le marbre les modalités du déploiement de la force de la SADC, baptisée SAMIDRC. Des rencontres à différents niveaux, chefs d'état-major, ministres, ont eu lieu ces derniers jours pour peaufiner les détails. Une autre source prévient : il n'y aura toutefois pas d'annonce sur le nombre de militaires attendus - c'est une information classée secret défense - mais ils viendront d'au moins trois pays : l'Afrique du Sud, le Malawi et la Tanzanie, qui ont d'ores et déjà annoncé leur intention d'être pays contributeurs de troupes. Un déploiement qui va devoir s'accélérer pour ne pas laisser de vide sécuritaire avec le départ des militaires de l'EAC (East African Community) prévu pour le mois de décembre et le début de retrait progressif de la Monusco. D'autant plus que les combats ont repris ces dernières semaines. L'armée congolaise dit avoir repoussé des attaques du M23.

avec AGENCES ■

À la RVA-SA, Tryphon Kin-kiey Mulumba donne lecture des pouvoirs d'agir du Conseil d'Administration



Le Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme en pleine séance à la nouvelle tour de contrôle de l'aéroport de N'Djili. DR.

Afin que nul ne l'ignore, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba a, lors d'une réunion du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, ouverte le 27 octobre 2023 au Kin Plaza Arjaan by Rotana, donné lecture, devant ceux qu'il appelle ses Collègues - et il le sont - des pouvoirs reconnus au Conseil d'Administration et à son Président par les statuts et le règlement intérieur de la Régie des Voies Aériennes, RVA-SA.

Poursuivie et clôturée le 3 novembre dans le même hôtel Kin Plaza Arjaan by Rotana suite à un manque de local équipé pour le Conseil d'Administration, ce fut une énième réunion - il faut le dire - du Conseil d'Administration de la RVA-SA depuis la nomination le 8 juillet 2023 de ce Conseil d'Administration dont le président est le Professeur Tryphon Kin-

kiey Mulumba. Occasion pour le PCA de lire (de rappeler), à haute et intelligible voix, devant tous les Administrateurs les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration de la RVA-SA par les statuts de cette entreprise. Le Conseil d'Administration de la RVA-SA est appelé, par ses statuts et son règlement intérieur, « à jouer un rôle prépondérant dans la marche de la RVA-SA », a conclu le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. « La Société - en l'occurrence la Régie des Voies Aériennes-SA - est administrée par un Conseil d'Administration ». Je lis bien : « administrée ». Il n'existe aucun autre organe qui s'occupe des attributions dévolues au Conseil d'Administration », a poursuivi le PCA de la RVA-SA. Cette réunion présentée « comme une étape décisive dans le processus visant l'amélioration voire le redressement du fonctionnement de la Régie des Voies

Aériennes-SA », avait notamment inscrit à son ordre du jour un point majeur, l'examen du « Rapport des travaux de la Commission ad hoc du Conseil d'Administration chargée de proposer des recommandations issues des états des lieux de la RVA-SA ».

ÉTATS FINANCIERS NON AP-PROUVÉS.

Une commission instituée après l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Entreprise et surtout après que l'État actionnaire Unique eût refusé d'approuver, le 28 septembre, les États financiers de l'exercice 2022 de la RVA-SA. Il se trouve que c'est pour la deuxième année consécutive que les États financiers de la RVA-SA étaient retoqués par l'État propriétaire et actionnaire unique. Une décision qualifiée par le Président du Conseil d'Administration Tryphon Kin-kiey Mulumba de « gravissime et donc douloureuse » mais dont son Conseil d'Adminis-

tration, « au nom du principe de la continuité du service public de l'État, a porté la responsabilité ». Puis : « La conséquence du rejet des États financiers 2022 aurait conduit l'État Actionnaire Unique à ne pas renouveler le mandat de notre Conseil d'Administration qui venait d'être nommé trois mois avant. Si notre Conseil d'Administration a été sauvé de justesse, poursuit Tryphon Kin-kiey Mulumba, c'est puisque notre Conseil d'Administration avait une bonne perception des problèmes qui accablent le fonctionnement de la Régie des Voies Aériennes-SA et avait affiché une ferme volonté de redresser cet état de choses en changeant fondamentalement de paradigme. Dès lors, l'État Actionnaire Unique a estimé que notre Conseil d'Administration était en mesure de faire face à la situation de crise dans laquelle la RVA-SA tend à se vautrer indéfiniment ». Présidée par l'Admi-

nistrateur Raphaël Kapambu Katukonki, cette commission qui avait travaillé pendant dix jours ouvrables, comprenait en son sein les Administrateurs Charles Ngandu Ndumbi (comme rapporteur), Jean-André Mukenge Kalulambi, Anatole Kikwa Mwata Mukambo, les Censeurs André Diata Kabongo et Vicky Kabeya Mukendi. Sa mission fut de « proposer des recommandations issues de l'analyse approfondie des États de lieux de la RVA-SA présentés par la Direction Générale ». En clair, identifier les problèmes de gestion qui accablent la RVA-SA. « Notre ambition, a expliqué le PCA dans sa communication, est de sauver l'entreprise RVA-SA, d'accompagner activement la Direction Générale dans ces objectifs que nous aurons définis lors de cette réunion que je considère comme celle de la renaissance dans la vie de notre Société ». Le professeur Tryphon Kin-kiey

Mulumba a rappelé qu'il nous a été fait observer, à l'Assemblée Générale Ordinaire, que l'absence de contrôle permanent et celle du suivi actif de la gestion de la RVA-SA par le Conseil d'Administration de la RVA-SA sont à la base de la situation actuelle tant décriée. Afin de parer demain à toute éventualité, j'invite ici et maintenant notre Conseil d'Administration à poser ses marques en faisant du contrôle permanent de la gestion son leitmotiv. Notre Conseil d'Administration doit agir aujourd'hui et maintenant, agir aujourd'hui et maintenant vite sans atermoiements ni précipitation ». Le rapport de la Commission ad hoc unanimement approuvé à la réunion du Conseil d'Administration du 3 novembre fait des constats accablants de gestion de la RVA-SA en formulant une centaine de recommandations. Parmi les constats, on pourrait citer les pistes aériennes,

les bâtiments et les infrastructures érigés dans les années 50 se trouvent dans un état de délabrement total ; vétusté et amortissement des équipements dédiés à l'exploitation aérienne ; inadéquation du Cadre organique (statut du personnel, absence de classification des emplois, vieillissement du personnel) ; non respect de l'orthodoxie budgétaire ; absence de plan d'actions ; endettement excessif ; paiement des salaires d'attente non déductibles aux décomptes finals ; absence de contrôle de gestion régulier. Ci-après : Monsieur le Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, Madame, Messieurs les Administrateurs, Mes Chers Collègues, Messieurs les Censeurs, Monsieur le Directeur Général Adjoint, Distingués Invités.

Notre dernière rencontre, avec certains des Collègues ici (suite en page 9).

Une Commission du Conseil d'Administration liste les problèmes auxquels fait face la RVA-SA

(suite de la page 8).

présents, dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire avec l'État Actionnaire Unique date du 28 septembre 2023. Celle du Conseil d'Administration, avec nous tous ici présents, remonte au 22 septembre 2023. Nous voici aujourd'hui vendredi 27 octobre 2023 rassemblés autour de cette même table pour une nouvelle réunion de notre Conseil d'Administration.

Tous présents. Tous en bonne santé. Tous en excellente santé.

Comme Croyants, il nous faut rendre hommage au Maître des Temps et des Circonstances pour cette grâce qu'il nous couvre et qu'il continue de nous couvrir tout en priant que notre Seigneur épargne notre pays de ces nouvelles du Nord-Kivu et d'ailleurs qui nous étourdissent alors que la Terre entière est frappée de frayeur par la méchanceté humaine.

En venant à ce qui nous réunit aujourd'hui, je dois le dire dès l'entame : cette réunion statutaire d'aujourd'hui constitue une étape décisive dans le processus visant l'amélioration voire le redressement du fonctionnement de notre Société, la Régie des Voies Aériennes-SA.

La nature des matières soumises à nos délibérations consacre notre ferme volonté de rompre avec l'immobilisme ambiant, de sortir de la routine observée, de changer de paradigme.

Sans attendre, il nous faut jeter des nouvelles balises sans lesquelles nous ne saurions résoudre les nombreux et épineux problèmes que la RVA-SA, la Régie des Voies Aériennes-SA, traîne comme un boulet depuis de longues années.

Dans ce chemin périlleux que nous ne pouvons ne pas emprunter, nous n'avons qu'un allié : nous-mêmes, notre inébranlable détermination.

Monsieur le Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, Madame, Messieurs les Administrateurs, Mes Chers Collègues, Messieurs les Censeurs, Monsieur le Directeur Général Adjoint, Je vais m'appesantir ce jour, dans cette communication, essentiellement sur l'élan qui doit désormais être imprimé



Le rapport de la Commission instituée au sein du Conseil d'Administration de la RVA-SA fait part des insuffisances accablantes de gestion de la RVA-SA ; des directives claires ont été données. DR.

à notre engagement commun en vue de parvenir à la stabilisation de la gestion et, donc, au redressement du fonctionnement de notre Société, la Régie des Voies Aériennes-SA.

Partant de l'étendue des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts de la RVA-SA, le Conseil d'Administration de la RVA-SA est appelé à jouer un rôle prépondérant dans la marche de la Régie des Voies Aériennes-SA, si et seulement si - et comment cela le serait autrement - nous tenons à assumer pleinement les responsabilités qui sont les nôtres à la tête de cette Société.

L'article 17 des statuts de la Régie des Voies Aériennes-SA dispose clairement, et dès l'entame, je cite : «La Société - en l'occurrence la Régie des Voies Aériennes-SA - est ADMINISTRÉE par un Conseil d'Administration».

Je lis bien : « ADMINISTREE ».

Les membres du Conseil d'Administration que nous sommes ici revêtons le statut de Mandataires Publics. C'est à nous - et à nous seuls et à nul autre - réunis autour de cette table que revient la charge combien lourde et exaltante de statuer sur le sort de notre entreprise, la RVA-SA.

Il n'existe aucun autre organe qui s'occupe des attributions dévolues au Conseil d'Administration. Nos décisions souveraines sur ce que nous voulons faire doivent être suivies d'effets.

L'article 20 des Statuts de la Régie des Voies Aériennes-SA est ainsi explicite : « Le Conseil d'Administration DÉTERMINE les orientations de l'activité

de la Société et VEILLE à leur mise en œuvre».

Je poursuis : « Le Conseil d'Administration SE SAISIT de toute question intéressant la bonne marche de la Société et RÉGLE par ses délibérations les affaires qui la concernent ».

Je poursuis : « Le Conseil d'Administration EXERCE notamment les attributions ci-après :

- PRÉCISER les objectifs de la Société et l'orientation qui doit être donnée à son administration ;
- EXERCER LE CONTRÔLE PERMANENT de la gestion assurée par le Directeur Général ;
- PROCÉDER aux contrôles et vérifications qu'il (le Conseil d'Administration) juge opportuns, auquel cas, le Président du Conseil d'Administration est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- Autoriser les conventions réglementées, cautionnements, avals, garanties, etc».

L'article 21 de ces Statuts est stipulé comme suit : « Le Président du Conseil d'Administration VEILLE au bon fonctionnement des organes de la Société et S'ASSURE, en particulier, que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission ».

« Le Président du Conseil d'Administration DOIT VEILLER à ce que le Conseil d'Administration ASSUME le contrôle de la gestion de la Société confiée au Directeur Général».

« À toute époque de l'année, le Président du Conseil d'Administration

OPÈRE les vérifications qu'il juge opportunes et peut se faire communiquer par le Directeur Général, QUI Y EST TENU, tous les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission».

Outre cela, sur pied de l'article 20 des Statuts harmonisés à l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'intérêt économique, le Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-SA a les pouvoirs de DÉTERMINER les orientations sur les activités de la Société, de VEILLER à leur mise en œuvre, de se SAISIR DE TOUTE QUESTION intéressant la BONNE MARCHE de la Société et de RÉGLER par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Toutes ces formes de contrôle auxquelles il faut ajouter celle des commissaires aux comptes, permettent de DÉCÉLER les erreurs et les faiblesses de gestion, d'en APPORTER les corrections nécessaires à temps et de prévenir les risques des dérapages éventuels.

Il va de soi que si dans l'accomplissement de ses attributions, le Conseil d'Administration ne peut s'immiscer dans la gestion journalière de la Société confiée à la Direction Générale, cela passe par une FRANCHE COLLABORATION avec cette dernière, une sorte de mutualisation des moyens visant à atteindre les objectifs assignés par l'État Actionnaire Unique.

Monsieur le Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme,

Madame, Messieurs les Administrateurs, Mes Chers Collègues, Messieurs les Censeurs, Monsieur le Directeur Général Adjoint, Permettez-moi d'évoquer la douloureuse expérience que nous avons vécue lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 septembre lorsque l'État Actionnaire Unique a pris la décision gravissime et donc douloureuse consistant à ne pas approuver les États financiers de la RVA-SA pour l'exercice 2022 dont nous avons porté la responsabilité au nom du principe de la continuité du service public de l'État.

Faut-il ajouter que ce rejet des États financiers de la RVA-SA se produisait malheureusement pour la deuxième année consécutive.

La conséquence du rejet des États financiers 2022 aurait conduit l'État Actionnaire Unique à ne pas renouveler le mandat de notre Conseil d'Administration qui venait d'être nommé trois mois avant. Si notre Conseil d'Administration a été sauvé de justesse, c'est puisque notre Conseil d'Administration avait une bonne perception des problèmes qui accablent le fonctionnement de la Régie des Voies Aériennes-SA et avait affiché une ferme volonté de redresser cet état de choses en changeant fondamentalement de paradigme.

Dès lors, l'État Actionnaire Unique a estimé que notre Conseil d'Administration était en mesure de face à la situation de crise dans laquelle la RVA-SA tend à se vautrer indéfiniment. Il nous a été fait observer, à l'Assemblée Générale Ordinaire,

que l'ABSENCE DE CONTRÔLE PERMANENT et celle du SUIVI ACTIF DE LA GESTION de la RVA-SA par le Conseil d'Administration de la RVA-SA sont à la base de la situation actuelle tant décriée.

Afin de parer demain à toute éventualité, j'invite ICI ET MAINTENANT notre Conseil d'Administration à poser ses marques en faisant du contrôle permanent de la gestion son leitmotiv.

Notre Conseil d'Administration doit AGIR AUJOURD'HUI ET MAINTENANT, agir AUJOURD'HUI ET MAINTENANT vite sans atermoiements ni précipitation.

Notre ambition est de sauver l'entreprise RVA-SA, d'accompagner activement la Direction Générale dans ces objectifs que nous aurons définis lors de cette réunion que je considère comme celle de la renaissance dans la vie de notre Société.

Voilà pourquoi, le Conseil d'Administration a eu la clairvoyance de mettre en place une Commission ad hoc chargée de proposer des recommandations issues de l'analyse approfondie des États de lieux de la RVA-SA présentés par la Direction Générale.

Nous ne doutons pas que grâce à la pertinence des conclusions des travaux de la Commission que je félicite d'ores et déjà pour avoir travaillé d'arrache-pied, dans des conditions parfois éprouvantes, ne sachant parfois pas où se réunir quand il s'agit d'une RVA-SA qui compte soixante-dix ans derrière elle, et dont je salue et félicite son président, notre Collègue Administrateur Raphaël Kapambu Katukonki, la Direction Générale sera dotée d'un véritable plan de redressement constituant l'amorce d'un nouveau départ pour la RVA-SA.

Vive le Congo ;
Vive la RVA-SA ;
Vive le Conseil d'Administration de la RVA-SA ;

Monsieur le Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, Madame, Messieurs les Administrateurs, Mes Chers Collègues, Messieurs les Censeurs, Monsieur le Directeur Général Adjoint, Je vous remercie pour votre aimable attention.

Professeur Tryphon
Kin-kiey Mulumba

Jules Alingeti déploie un projet et appelle la diaspora à s'investir dans la création d'une banque

Alors qu'il séjournait en Belgique dans le cadre d'une mission officielle, Jules Alingete Key, le Patron de l'Inspection Générale des Finances, IGF en abrégé, a, lors d'une conférence, appelé la diaspora congolaise du continent européen à unir ses forces en vue de créer des banques dans le pays avec des capitaux détenus exclusivement par des Congolais. Ce fut le jeudi 25 octobre 2023 au cours d'un échange de plus de trois heures avec des dizaines de Congolais de Belgique, de France et d'Allemagne. Une prise de position faite à partir d'un constat unanime amer, à en croire les observateurs. Le Congo est malheureusement trop envahi par des capitaux étrangers et il n'existe plus aucune banque dans le pays détenue par des Congolais. « Une banque est un investissement autour de 30 millions de \$US dont vous avez besoin pour la monter. Les Congolais unis ne manquent pas cette somme » afin de détenir le capital d'une banque, a insisté Jules Alingete Key. Au Congo, « les banques détenues par des étrangers récoltent les épargnes des Congolais pour financer des étrangers qui travaillent au Congo », a déploré le Patron de l'IGF invitant la diaspora congolaise à créer ses propres banques, « en se mettant ensemble ». La diaspora congolaise effectue d'importants transferts de fonds pour ses ménages restés au pays, évalués chaque année à au moins 1 milliard de \$US. Mais au Congo, il n'est pas facile d'ouvrir un compte en banque. C'est encore plus difficile d'obtenir un prêt à des conditions satisfaisantes. Des millions de personnes ne peuvent pas se rendre dans une agence bancaire au Congo. Face à une telle pénurie de services bancaires, il est difficile de faire vivre une famille, de garder un emploi, de démarrer une activité professionnelle, d'envoyer ses enfants à l'école ou de se procurer des produits de première nécessité. Si la lutte contre la cor-



Le Patron de l'Inspection Générale des Finances, IGF, Jules Alingete Key. DR.

ruption est bien menée et si la bonne gouvernance est de rigueur, « nous pouvons changer le Congo en dix ans », a-t-il poursuivi se réjouissant des résultats engrangés par le pays grâce, notamment, au travail abattu par l'IGF. Hier, le budget de l'État congolais « qui n'était que de 5 milliards de \$US, le pays consacrait

1 milliard de \$US sur cette somme pour les dépenses d'investissement. Mais, sur ce milliard, plus de 900 millions de \$US étaient détournés et il ne restait que 100 millions pour les investissements dans vingt-six provinces », a-t-il regretté. **PARQUET FINANCIER À FAIRE VALIDER.** « Impossible d'assurer

le développement » du pays dans ces conditions, a-t-il conclu. Le Congo est classé parmi les pays les plus corrompus de la planète, selon le classement de Transparency International. Lors de sa prise des fonctions comme président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avait fait de la lutte contre la corruption,

l'une des priorités de son mandat. Au cours de ce mandat, plusieurs de ses collaborateurs et des hauts cadres de l'administration ont été arrêtés, jugés, condamnés. En ressources propres, le budget du pays est passé de 3,5 milliards de \$US à « 12 milliards », a déclaré le Patron de l'IGF. Sous Jules Alingete Key, l'Inspection Générale des Finances continue d'avoir pignon sur rue. En un temps record, ce service rattaché à la présidence de la République a abattu un travail de titan dont les résultats dans la lutte contre la corruption et l'encadrement des fonds sont plus que tangibles. Au-delà d'une image plutôt positive, l'IGF aurait fait mieux ou davantage si elle avait bénéficié d'une situation suffisamment confortable. Cas de la justice qui n'a pas d'hommes, formés en la matière, à même d'accompagner la lutte contre la corruption et la fraude. Jules Alingete Key estime « qu'il faut établir un parquet financier pour avancer rapidement parce que les magistrats actuels ne sont pas formés en la ma-

tière. Mais, il faut pour ce parquet des magistrats formés en droit, en économie et finances afin d'accompagner le travail de lutte contre la corruption », a-t-il insisté. En clair, tout un projet à faire valider par le gouvernement. Le chef de l'IGF s'est engagé à fournir une prestation de qualité en vue de satisfaire de façon continue les besoins et attentes les plus pertinents des Congolais. « L'Inspection générale des Finances a réussi à instaurer la peur du gendarme et a permis à ce que le Congo soit en mesure de reconquérir sa crédibilité sur la scène internationale, passant de la zone rouge à la zone orange en matière de corruption et d'incivisme fiscal », s'est réjoui le Patron de l'Inspection Générale des Finances, Jules Alingete. Il faut souligner que l'IGF ne joue pas que le rôle de gendarme financier. Elle assure aussi l'accompagnement des institutions et entreprises publiques dans la gestion orthodoxe des fonds mis à leur disposition. **avec AGENCES ■**

Comment éviter au Congolais de vivre au jour le jour

L'importance de l'épargne a été expliquée vendredi 3 novembre aux entrepreneurs congolais, lors d'une séance de formation à la Chambre de Commerce et Métiers des anciens boursiers, le Young African Leaders's Initiative (Yali) East Africa, un programme du département d'État américain. « Il a été question aujourd'hui d'expliquer aux entrepreneurs congolais, l'importance de l'épargne. Pour la plupart des gens, entreprendre est un sou-hait, mais épargner est un élément non encore intériorisé dans notre culture.

où donner la tête. Elle en a voulu pour exemple le grand défi qu'il y a eu en 2020 avec le confinement où plusieurs personnes se sont retrouvées sans ressources financières, faute d'épargne. Pour sa part, M. Trésor Kalonji, formateur, a soutenu que l'épargne est importante parce qu'elle permet de subvenir aux imprévus et de réunir de fonds capables de garantir un investissement afin de répondre aux besoins futurs. Il est revenu sur l'exemple de la pandémie de Covid-19, qui a surpris le monde pour montrer l'importance et l'intérêt qu'il y a à épargner. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Épargne célébrée le 31 octobre de chaque année. La Chambre de Commerce et Métiers a pour objectif d'assurer des formations en entrepreneuriat, notamment au profit des jeunes. Elle sert de pont pour faciliter des Congolais à s'ouvrir aux opportunités extérieures. **avec AGENCES ■**

Redresser les finances de la Snél et de la Régideso

Les travaux de la 5ème phase de la Commission Technique Mixte portant sur la réforme du mode de gestion des consommations d'eau et d'électricité par les instances officielles au Congo ont été lancés à Kinshasa. « Les travaux qui s'ouvrent aujourd'hui figurent parmi les principales actions de l'année en cours de mon Ministère dans la mesure où ils seront élargis aux autres entreprises publiques », a déclaré le ministre d'État en charge du Portefeuille, Adèle Kayinda Mayina. Ils visent un assainissement progressif des finances des sociétés nationales d'électricité et de l'eau en rapport avec la réforme de leurs modes de gestion de consommation par des instances officielles et des ayants-droit. « Les résolutions des travaux de cette 5ème phase consolideront ceux obtenus lors de précédentes qui, progressivement, assainissent les finances des sociétés nationales d'électricité et de la Régie de desserte en eau potable (Régide-

so) lourdement plombées par le non-paiement des factures par l'État », a-t-elle poursuivi. Au cours de ces assises, a ajouté le ministre, la Commission technique évaluera le niveau d'exécution des recommandations des précédentes phases dont celles de la quatrième phase qui avaient été clôturées le 6 juillet 2022 par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Elle approfondira également l'examen de la problématique afin d'améliorer les résultats déjà obtenus et de formuler de nouvelles recommandations susceptibles de parfaire cette importante mission du pays. Pour le directeur de la commission, Lambert Kanda, les résolutions de la phase précédente avaient consisté notamment en la mise en place d'un mécanisme approprié et efficace de paiement régulier des factures de la Régideso-SA et de la Snél-SA par le Trésor public; la demande, par les deux sociétés, de la remise totale des pénalités à leur appliquer par les régies financières, à savoir la

Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Recettes Administratives et de Participation à l'issue de l'opération des paiements croisés et ce, dans le souci de leur éviter une de capitalisation pure et simple. Il s'agit, en outre, de l'assainissement du fichier des bénéficiaires sur base des dispositions réglementaires conséquentes ; la systématisation du principe de contrat de performance entre le Gouvernement de la République et les deux sociétés dont la responsabilité du suivi et évaluation devrait être formellement confiée à une structure dédiée. Quant aux soldes, pour la Régideso, ils s'élevaient à 375.882.950.478 CDF (190.628.904 \$US) et à 205.666.109.794 CDF (118.774.874 \$US) pour la Snél. Quant aux dettes fiscales de la Régideso, la firme doit à la DGRAD 2.491.536.414 CDF et à la DGI 42.847.598.193 CDF. La Snél doit à la DGRAD 5.365.986.340 CDF, à la DGI 93.687.387.224 CDF et 17.947.263.915 CDF à la DGDA. **avec AGENCES ■**

La croissance économique du Congo attendue en 2023 passe de 6,8% à 6,2 %

Les dernières prévisions de la croissance économique du Congo sont estimées à 6,2 % en 2023 contre 6,8 % initialement prévue par les services du FMI, le Fonds Monétaire International, selon la Note de conjoncture économique de la Banque Centrale du Congo, BCC. « Les dernières prévisions effectuées par les services du Fonds Monétaire International ont renseigné une croissance de 6,2 % attendue en 2023 contre 6,8 % initialement prévue », écrit la Note de conjoncture économique. Cette révision à la baisse des perspectives de croissance s'expliquerait par le recul des cours mondiaux des produits miniers exportés par le pays.

L'analyse sectorielle renseigne globalement que la croissance de l'activité économique resterait essentiellement impulsée par le secteur primaire, bien qu'en faible progression comparativement à 2022, suivie des secteurs tertiaire et secondaire. La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire passerait de 15,6 % en 2022 à 7,6 % en 2023. L'évolution de ce secteur, bien qu'en ralentissement par rapport à l'année précédente, serait consécutive aux activités de la branche « Extraction » qui augmenterait de 9,0 % contre 22,0 % une année plus tôt, avec une contribution à la croissance de 3,7 points. La branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » devrait, quant-à-elle, s'accroître de 4,1 % contre 2,4 % l'année précédente. Le secteur tertiaire dont la contribution à la croissance se situerait à 1,6 point de pourcentage en 2023, enregistrerait une croissance de 4,4 % contre 3,3 %, grâce notamment à sa branche « Transports et Télécommunication » et « Commerce ». Les activités des sous-branches transports et télécommunication indiqueraient des augmentations respectives de 3,4 % et 7,6 %, venant de 2,7 % et 6,5 %. Quant au commerce, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 3,5 % contre 2,7 % une année auparavant. Pour ce qui est du secteur secondaire, bien que classé au troisième rang

au titre de contributeur à la croissance, il devrait enregistrer un bond. La croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 9,1 % contre 2,8 % en 2022, suite notamment à l'accélération de 23,2 % de la branche « Bâtiment et travaux publics » venant de 3,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance passerait de 0,4 point à 1,3 point de pourcentage.

La mise en œuvre du PDL 145T, l'organisation des 9ème jeux de la Francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation, devrait conspuiser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires. Il faut noter que l'évolution de la conjoncture économique mondiale laisse apparaître des signes de ralentissement de l'activité productive après un début d'année caractérisée par une reprise favorisée par la baisse des prix de l'énergie et la réouverture en Chine.

EFFETS DU RESSERREMENT MONÉTAIRE.

Ce ralentissement serait expliqué par les effets de plus en plus visible du resserrement monétaire, de la baisse de la confiance des ménages et entreprises ainsi que le coût d'arrêt de l'activité en Chine. Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, publiée en septembre courant, l'Organisation de Coopération et Développement Économique, OCDE, table une croissance mondiale de 3,0% et 2,7%, respectivement en 2023 et 2024 contre 3,3% en 2022. Cette tendance est perceptible dans l'ensemble des régions ou groupe d'économies, notamment les économies avancées et celles émergentes et en développement. Dans les économies avancées, le ralentissement de l'activité serait influencé par la faiblesse de la demande et durcissement des conditions financières. C'est le cas particulièrement des États-Unis où la croissance devrait passer de 2,2% en 2023 à 1,4% en 2024. Dans la zone euro, l'activité devrait fléchir à 0,6% en 2023 avant de redresser légè-

rement à 1,1% en 2024. En outre, l'OCDE prévoit une baisse progressive de l'inflation globale, alors que l'inflation sous-jacente ralentirait plus lentement en raison des tensions sur les coûts et des marges élevées dans certains secteurs. Dans les économies du G-20, le rapport renseigne une inflation globale attendue à 6,0% en 2023 et 4,8% en 2024, soit des niveaux largement supérieurs aux objectifs des banques centrales de la plupart des économies membres. Cependant, le rapport souligne la prédominance des risques de divergence à la baisse du fait de l'incertitude entourant la taille et la rapidité de la transmission de la politique monétaire. De même, les effets négatifs de la hausse des taux d'intérêt pourraient s'avérer plus forts que prévu, et une hystérésis plus grande de l'inflation nécessiterait davantage de durcissement des politiques qui accentueraient les vulnérabilités financières. Néanmoins, l'OCDE appelle à poursuivre avec le cycle de resserrement monétaire jusqu'à ce que l'inflation sous-jacente s'inscrive durablement dans la baisse. Ainsi, les banques centrales devraient renforcer leurs stratégies de communication pour plus d'efficacité. De leur cote, les gouvernements devraient procéder aux rééquilibres budgétaires, afin de veiller à la viabilité de la dette et de reconstituer les marges budgétaires nécessaires pour soutenir les politiques macroéconomiques. Par ailleurs, dans une étude intitulée « Navigating fiscal challenges in Sub-Saharan Africa : Résilient strategies and credible anchors in turbulent waters », publiée le 26 septembre courant, les services du FMI font état d'un accroissement du ratio de l'endettement moyen en Afrique subsaharienne. En effet, ce ratio est passé de 30 % du PIB à fin 2013 à 60% du PIB à fin 2022. Cette évolution présente des risques d'une crise de la dette dans la région, notamment plus de la moitié des pays à faible revenu, lesquels présentaient, lors de la dernière évaluation en 2022, un risque de surendettement élevé pour certain ou une situation de surendettement pour d'autres. Face à cette situation, l'étude

présente cinq mesures importantes à prendre pour préserver la viabilité des finances publiques, tout en réalisant les objectifs de développement de la région. Il s'agit essentiellement de : redonner un ancrage à la politique budgétaire en élaborant une stratégie à moyen terme réaliste ; réaliser un rééquilibrage budgétaire afin de garantir la viabilité de la dette ; accroître la mobilisation des ressources intérieures ; renforcer les institutions budgétaires afin d'améliorer l'exécution des plans ; anticiper les résistances du grand public aux réformes. L'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de croissance, avec un taux de croissance supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, soit à 6,2% 2023 estimé par la mission du FMI contre une prévision initiale de 6,6%. Cette révision à la baisse de la prévision de croissance serait expliquée par la baisse de la demande intérieure consécutive au durcissement de la politique monétaire, conjuguée à la baisse des cours mondiaux des produits de base exportés par notre pays. Sur le marché des biens et services, l'inflation hebdomadaire au cours de la semaine sous examen s'est globalement maintenue à son niveau de la semaine précédente, se situant à 0,11% contre 0,10%. En rythme mensuel, l'inflation a ralenti pour le deuxième mois consécutif, s'établissant à 0,54% en septembre 2023 contre 0,87% le mois précédent, attestant la poursuite de la désinflation et la consolidation de la désinflation amorcée à partir de la deuxième quinzaine du mois de juillet. Au niveau du marché de change, les cours se sont relativement maintenus à leurs niveaux observés la semaine précédente. Les cours se sont établis à 2.487,16 CDF et 2.546,67 CDF le dollar américain, respectivement à l'indicateur et parallèle. Les réserves internationales se sont établies à 4.487,42 millions de \$US au 28 septembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,43 mois d'importations de biens et services. Au 29 septembre courant renseigne une mobilisation mensuelle de recettes de 1.553,2 milliards

de CDF et des dépenses de 1.549,2 milliards de FC. Pour rappel, la Banque Centrale du Congo a procédé au troisième relèvement de son taux directeur depuis le début de l'année, ce dernier a été ajusté à 11,0% à 25,0% l'an en date du 08 août 2023. En outre, le 19 juin 2023, l'Institut d'Émission avait également augmenté le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale qui est passé de 0% à 10,0% sous mode stérilisation. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir: 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Ce dispositif a été maintenu à ce jour dissipant ainsi les craintes d'un nouveau durcissement lequel pouvait d'après certains observateurs conduire à la détresse bancaire à la suite d'un possible bond brutal du coût du crédit bancaire et d'un risque de crise de liquidité des banques ne sont pas apparues grâce à une restriction prudente de la politique monétaire. Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité. Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance en dépit d'un environnement international demeurant globalement difficile. Aussi, les mesures prises par le Gouvernement et la Banque Centrale ont eu globalement un effet favorable sur les prix intérieurs et doivent s'inscrire dans la durée. Les dernières prévisions effectuées par les services du FMI renseignent une croissance de 6,2% attendue en 2023 contre 6,8% prévue initialement prévue, alors que la Commission des Études Statistiques et des comptes nationaux, CESCEN, tablait sur une croissance de 6,6% sur base des réalisations de production à fin mars 2023. Cette révision à la baisse des perspectives

de croissance s'expliquerait par le recul des cours mondiaux des produits miniers exportés par le Congo. L'analyse sectorielle renseigne globalement que la croissance de l'activité économique resterait essentiellement impulsée par le secteur primaire, bien qu'en faible progression comparativement à 2022, suivie des secteurs tertiaire et secondaire. La croissance de la valeur ajoutée du secteur primaire passerait de 15,6 % en 2022 à 7,6 % en 2023. L'évolution de ce secteur, bien qu'en ralentissement par rapport à l'année précédents, serait consécutive aux activités de la branche « Extraction » qui augmenterait de 9,0% contre 22,0% une année plus tôt, avec une contribution à la croissance de 3,7 points. La branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » devrait, quant-à-elle, s'accroître de 4,1 % contre 2,4 % l'année précédente.

Le secteur tertiaire, dont la contribution à la croissance se situerait à 1,6 point de pourcentage en 2023, enregistrerait une croissance de 4,4% contre 3,3%, grâce notamment à sa branche « Transports et Télécommunication » et « Commerce ». Les activités des sous-branches Transports et Télécommunication indiqueraient des augmentations respectives de 3,4% et 7,6%, venant de 2,7% et 6,5%. Quant au commerce, sa valeur ajoutée afficherait une croissance de 3,5% contre 2,7% une année auparavant.

Pour ce qui est du secteur secondaire, bien que classé au troisième rang au titre de contributeur à la croissance, il devrait enregistrer un bond. La croissance de sa valeur ajoutée s'établirait à 9,1% contre 2,8% en 2022, suite notamment à l'accélération de 23,2% de la branche « Bâtiment et travaux publics » venant de 3,5% en 2022. Sa contribution à la croissance passerait de 0,4 point à 1,3 point de pourcentage. Il sied d'indiquer que la mise en œuvre du PDL 145T, l'organisation des IVèmes jeux de la Francophonie par le pays, la réhabilitation des voies et moyens de communication couplée à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consumma-

(suite en page 13).

EXÉCUTION DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT
(En milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	RÉALISATIONS 2022		Mois de Septembre 2023			Cumul Septembre 2023			Variation 2023/2022	
	Mois Sept.	Cumul Sept.	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %	Sept.	Cumul Sept.
Douanes et accises (DGDA)	386,0	2724,3	423,7	414,4	97,8	3664,1	3657,0	99,8	7,4	34,2
Impôts directs et indirects (DGI)	1091,6	9115,2	1565,6	931,1	59,5	10693,8	7743,8	72,4	-14,7	-15,0
Recettes non fiscales (DGRAD)	278,2	2206,5	304,6	201,4	66,1	2579,2	2161,9	83,8	-27,6	-2,0
Pétroliers Producteurs	47,0	483,3	81,3	0,0	0,0	468,5	249,5	53,3	-100,0	-48,4
Dons et autres recettes	86,6	960,7	155,4	6,3	4,0	222,3	63,3	28,5	-92,8	-93,4
Total revenus et dons	1889,4	15490,0	2449,3	1553,2	63,4	17627,9	13875,5	78,7	-17,8	-10,4
Dépenses courantes	1416,2	10645,9	1377,1	1001,2	72,7	11166,0	10958,9	98,1	-29,3	2,9
Salaires	548,7	4875,0	622,2	382,4	61,5	5263,5	5194,3	98,7	-30,3	6,5
Intérêt sur la dette	15,0	73,8	32,0	10,6	33,2	261,3	150,3	57,5	-29,0	109,5
dont dette extérieure	4,4	31,7	19,9	3,5	17,8	154,0	45,0	29,2	-19,1	42,2
Frais de fonct. Inst. et Min.	391,7	3101,0	400,1	322,1	80,5	2959,2	3442,9	116,3	-17,8	11,0
Institutions Politiques	159,5	1434,6	169,0	150,6	89,1	1225,5	1434,7	117,1	-5,6	0,0
Ministères	232,2	1666,4	231,0	171,5	74,2	1733,7	2008,2	115,8	-26,2	20,5
Dépenses en capital	161,0	2067,7	476,3	176,4	37,0	2791,6	1849,4	66,3	9,6	-10,6
Amortissement de la dette	71,7	331,7	106,0	81,9	77,3	436,1	278,3	63,8	14,3	-16,1
Autres dépenses	214,2	1781,1	884,1	289,6	32,8	4510,5	2724,9	60,4	35,2	53,0
dont élections	123,3	0,0	270,0	74,0	27,4	780,	802,9	102,9	-40,0	#DIV/0
Total dépenses (+amort. dette)	1863,1	14826,4	2843,6	1549,2	54,5	18904,0	15811,5	83,6	-16,9	6,6
Solde de trésorerie	26,3	663,6	-394,3	4,0		-1276,2	-1936,0			

Source : BCC, sur la base du PTR du secteur public (Ministère des Finances/DGTCP).

ESTIMATION DU TAUX DE CROISSANCE PAR L'APPROCHE DE LA PRODUCTION

BRANCHES D'ACTIVITÉS	Déc. 21	Décembre 2022			Fin juin 2023		
	VAR (%)	VA	VAR %	Contrib en point de croiss	VA	VAR %	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	7,5	7289,1	15,6	7,18	7843,8	7,6	3,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	2,4	2102,4	2,4	0,36	2189,2	4,1	0,6
Agriculture	2,8	2027,8	2,4	0,34	2113,2	4,2	0,6
- Vivrière	3,1	2002,3	2,6	0,36	2083,5	4,1	0,5
- Rente	-10,2	25,4	-9,7	-0,02	29,8	17,2	0,0
Sylviculture	-9,9	70,9	2,7	0,01	72,1	1,7	0,0
Élevage, pêche et chasse	3,0	3,8	2,6	0,00	3,9	3,0	0,0
Extraction	10,1	5186,7	21,9	6,8	5654,5	9,0	3,1
- Extraction des Hydrocarbures	1,8	24,1	6,3	0,010	25,4	5,3	0,0
- Extraction des minéraux, pierres...	10,2	5162,6	22,0	6,81	5629,1	9,0	3,1
Secteur secondaire	3,2	2130,3	2,8	0,422	2324,7	9,1	1,3
Industries manufacturières.	4,1	1434,9	2,4	0,25	1482,3	3,3	0,3
- Industrie alimentaires, boissons et tabac	4,6	1208,0	2,5	0,21	1238,8	2,5	0,2
- Autres industries manufacturières	1,4	226,9	2,2	0,04	243,6	7,3	0,1
Électricité, gaz, vapeur et eau	3,9	86,7	3,3	0,02	92,4	6,6	0,0
Bâtiment et Travaux publics	1,1	608,7	3,5	0,15	749,9	23,2	0,95
Secteur tertiaire	5,6	5313,3	3,3	1,24	5544,5	4,4	1,6
Transports et Télécommunication	9,8	1853,7	4,5	0,59	1956,2	5,5	0,7
- Transports	4,1	917,6	2,7	0,17	949,0	3,4	0,2
- Télécommunication	16,2	936,1	6,5	0,42	1007,2	7,6	0,5
Commerce	3,9	1912,8	2,7	0,37	1978,9	3,5	0,4
Autres services marchands	3,4	1211,5	3,0	0,25	1290,6	6,5	0,5
- Banques et assurances	3,2	207,1	5,9	0,06	251,0	21,2	0,3
- Autres services	3,5	1004,4	2,4	0,17	1039,5	3,5	0,2
Services d’administration publique	2,0	434,3	2,0	0,06	439,0	1,1	0,0
- Éducation	2,0	12,6	3,0	0,00	13,0	3,3	0,0
- Santé	4,0	2,2	4,0	0,00	2,2	3,1	0,0
- Autres services non marchands	2,0	419,6	2,0	0,06	423,8	1,0	0,0
SIFIM	3,2	-99,1	5,9	-0,04	-120,2	21,2	-0,1
PIB au prix de base	6,1	14732,8	8,9	8,8	15712,9	6,7	6,6
Taxe sur les produits	17,3	166,9	7,7	0,1	167,3	0,2	0,0
PIB aux prix constants	6,2	14899,7	8,9	8,9	15880,2	6,6	6,6
PIB hors mines	4,5	9712,98	3,1	2,1	10266,66	5,3	3,4

Source : BCC,suivant les données de la CESC� (e) Estimation.

« Au 29 septembre, le CDF a connu une très légère appréciation face au \$US »

(suite de la page 11).

tion, devrait propulser les activités de commerce, de restauration ainsi que des services bancaires. Les résultats de l'enquête menée auprès des d'entreprises, en aout dernier, révèlent un léger ralentissement de la confiance des opérateurs économiques quant à l'évolution de la conjoncture à court terme au Congo. Cette situation est attestée par le niveau du solde global brut d'opinions, lequel s'est chiffré à +27,7% venant de +28,8% le mois précédent. Cette évolution tient principalement du relâchement des opinions affichées par les chefs d'entreprises évoluant dans les secteurs «Électricité et Eau» et «Service», dont les soldes bruts sont respectivement passés de +22,3% et +18,9% à +21,6% et +11,4%. Cette évolution est observée principalement au niveau des sous-branches «Eau», «Activités financières», «Services rendus aux entreprises» et «Transports et autres auxiliaires de transport». Il sied d'indiquer que la sous-branche «Eau», fait face à une insuffisance d'investissements dans les infrastructures de transport devant permettre la desserte en eau dans les ménages ainsi qu'à d'autres installations qui utilisent ces denrées. Cette situation est la cause des multiples pannes que connaît ce secteur. Néanmoins, en moyenne annuelle, la confiance des chefs d'entreprises en 2023 demeure supérieure à celle de l'année précédente. À la dernière semaine du mois de septembre 2023, les données officielles publiées par l'Institut National de la Statistique, INS, atteste une poursuite de la stabilité sur le marché des biens et services. En effet, le taux d'inflation est ressorti à 0,105% contre de 0,101% la semaine précédente. Ce niveau d'inflation hebdomadaire est principalement influencé par révolution des fonctions de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison», «transport» et «Restaurants et hôtels», lesquelles ont progressé respectivement de 0,11%, 0,28%, 0,23 À et 0,54%. La contribution à l'inflation de ces quatre composantes a globalement représenté 95,6% à l'indice global. En rythme annuel, l'inflation a ralenti à 0,539% au mois de septembre contre 0,865% en août, et

ce après avoir atteint un pic de 5,792% en juillet 2023. En cumul et en glissement annuel, l'inflation est ressortie respectivement à 18,110% et 21,862%. Pour le mois de septembre 2023, le Trésor table sur une mobilisation des ressources de 2.449,3 milliards de CDF, portée principalement par l'encaissement du troisième acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice et profits. S'agissant des dépenses prévues, elles se chiffrent à 2.843,6 milliards de CDF. Au 29 septembre courant, le Plan de trésorerie de l'État renseigne une mobilisation mensuelle de recettes de 1.553,2 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 63,4% par rapport à la prévision mensuelle. Il reste un montant attendu de 896,1 milliards de CDF. Les recettes fiscales ont représenté près de 86,2% des recettes mensuelles dont 931,1 milliards provenant de la Direction Générale des Impôts, DGI, et 414,4 milliards de la Direction Générale des Douanes et Accises, GDA. Concernant particulièrement les recettes de la DGI, elles n'ont représenté que près de 60% par rapport aux prévisions mensuelles. Bien que ce montant pourrait évoluer à la clôture définitive de cette échéance fiscale, tout laisse à penser que cette régie ne réaliserait pas ses assignations mensuelles. Quant aux recettes non fiscales provenant de la DGRAD, elles se sont chiffrées à 201,4 milliards de CDF, soit un taux de mobilisation de 66,1% compare à la programmation. En outre, rapprochées à leur niveau de la période correspondante de 2022, il s'observe une baisse du rythme de mobilisation de recettes de 17,8% en septembre 2023. Cette évolution est reflétée au niveau des recettes mobilisées par la DGI et la DGRAD. Seule la DGDA a réalisé mieux qu'en septembre 2022, soit +7,4%. S'agissant des dépenses mensuelles exécutées, elles ont atteint 1.549,2 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 54,5% par rapport à la programmation mensuelle, attestant un effort de rationalisation des dépenses, face à la contre-performance probable de régies. Ces dépenses ont concerné principalement les charges courantes dont celles relatives à la rémunération et au fonctionnement des ministères et institutions politiques. Pour ce qui est des dépenses de rémunération, il sied de relever qu'elles ont été exécutées

à 61,5%, se chiffrant à 382,4 milliards de CDF. Concernant les décaissements liés aux investissements, elles ont atteint 176,4 milliards de CDF, soit 37,0% de la programmation mensuelle. En cumul annuel, au 29 septembre 2023, la situation financière de l'État renseigne une mobilisation de ressources publiques de 13.875,5 milliards de CDF et un niveau de dépenses exécutées de 15.811,5 milliards. Au 26 septembre courant, le Trésor a levé, sur le marché intérieur, un montant de 94,9 millions de \$US au titre des Bons du Trésor en dollar américain au taux moyen pondéré de 10,5% et pour une maturité de 6 mois. En outre, il convient de relever que le montant soumissionne s'élevait à 95,90 millions de \$US contre une adjudication annoncée de 100 millions. Concernant les remboursements des titres échus, le Trésor a décaissé un montant de 354,7 milliards au titre des bons du Trésor et 5,9 milliards pour les obligations au mois de septembre courant.

UNE RELATIVE STABILITÉ DU MARCHÉ OBSERVÉE.
Au cours de la semaine sous analyse, il a été observé une relative stabilité sur les deux segments du marché, attestée par des faibles variations des taux de change à la suite de la poursuite de l'application des mesures de stabilisation. Les réserves internationales ont connu une hausse en rythme hebdomadaire, se situant à 4,5 milliards de \$US. Les cours mondiaux des produits miniers et du pétrole ont globalement évolué à la baisse d'une semaine à l'autre. Au 29 septembre 2023, le taux de change indicatif a été contenu à son niveau de la semaine passée à 2.487,16 CDF le dollar américain, soit une très légère appréciation hebdomadaire de 0,1%. Au marché parallèle, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,39%, après une appréciation de 0,7% observée la semaine précédente. Le taux parallèle s'est établi à 2.546,67 CDF le \$US. Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2.528,64 CDF, soit une dépréciation hebdomadaire de 0,78%. Au 26 septembre 2023, le solde du budget en devises indique un déficit mensuel de 179,6 millions de \$US, découlant des recettes de 81,06 millions et des dépenses de 260,6 millions. Les réserves internationales

se sont établies à 4.487,42 millions de \$US au 28 septembre 2023, soit un niveau correspondant à 2,43 mois d'importations de biens et services. Au 28 septembre 2023, le cours du pétrole a enregistré un léger recul 0,60%, se situant à 93,08 \$US. Ce fléchissement fait suite d'une part, à la hausse des taux directeurs par les banques centrales de nombreux pays consommateurs de pétrole et d'autre part, à la levée de certaines restrictions sur les exportations de produits pétroliers russes. Le cours du cuivre a enregistré une légère baisse de 0,22%, en rythme hebdomadaire, se situant à 8.111,90 \$US, alors que celui du cobalt s'est maintenu relativement à son niveau observé depuis le début du mois de juillet 2023, soit à 32.980,13 \$US la tonne. Concernant l'once d'or, il s'est négocié à 1.889,00 \$US, soit une baisse hebdomadaire de 3,04%. Les cours du riz, du blé et du maïs ont enregistré des hausses hebdomadaires respectives de 1,20%, 1,27% et 2,73%, se situant à 353,75 \$US, 214,30 \$US et 179,82 \$US la tonne, justifiées par le niveau élevé des prix des produits énergétiques. En effet, au cours du mois septembre, le cours du pétrole a atteint son plus haut niveau jamais enregistré depuis novembre 2022, après la décision de l'OPEP de réduire sa production. À fin aout 2023, il s'est observé un recul de 8,25% du volume des échanges entre le Congo et le reste du monde par rapport à la période correspondante de 2022. La Balance commerciale a affiché un excédent de 2.056,00 millions de \$US contre celui de 1.522,18 millions enregistré à fin août 2022. Rapproche au PIB, cet excédent représente 3,00% contre 2,31% en 2022. Cette évolution résulte d'une diminution plus prononcée des importations que celle des exportations d'une année à l'autre. En effet, alors que les exportations ont diminué de 6,6%, les importations ont baissé de 10,0%. Il est observé l'augmentation de 9,2% de la monnaie fiduciaire détenue par le public entre fin décembre 2022 et fin septembre 2023, passant de 3.542,5 à 3.869,4 milliards de CDF. Cette évolution indiquerait une préférence pour la détention hors système bancaire du cash. Celle expliquerait des résistances au changement imprimé par le plafonnement des retraits aux guichets des banques

conformément aux articles 15 et 15 bis de la Loi sur le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme. Les comportements de rétorsion des opérateurs économiques consisteraient à réduire les versements aux guichets des banques et préférer la thésaurisation attestée par l'accélération des acquisitions des coffres forts. Pour réduire notamment les effets adverses de la parité des taux d'intérêt, le Comité de Politique monétaire a, au cours de la réunion du 18 septembre courant, décidé de garder inchangés le taux directeur à 25%, et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en franc congolais à 10%. En outre, les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir: 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Quant aux fourchettes d'appels d'offres des Bons BCC, elles continuent à connaître des ajustements délibérés, guidés par la nécessité d'une modulation maximale de la liquidité. Au 29 septembre 2023, la situation des institutions des dépôts renseigne une légère augmentation hebdomadaire de la monnaie centrale de 0,69% pour s'établir à 7.982,1 milliards de CDF. Cette évolution s'explique par une hausse des actifs intérieurs nets à hauteur de 333,6 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont accusé une baisse. S'agissant des composantes, la hausse de la monnaie centrale a été localisée essentiellement au niveau des engagements envers les autres institutions de dépôts de 92,7 milliards de CDF. Les passifs monétaires au sens large ont enregistré une baisse hebdomadaire de 0,1% pour s'établir à 30.721,2 milliards de CDF. Cette diminution de l'offre de monnaie résulte de la baisse des actifs extérieurs nets de 278,7 milliards de CDF contrebalancée par une augmentation des actifs intérieurs nets ont baissé de 240,9 milliards. Pour ce qui est des composantes, la baisse de l'offre de monnaie est essentiellement localisée au niveau du numéraire hors institutions des dépôts. Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération au cours de la semaine sous revue. En cumul mensuel et annuel, les volumes des transactions

enregistres sur ce guichet ont atteint respectivement 148,0 milliards et 3.233,0 milliards contre un niveau de 3.890.5 milliards observe à la même période de 2022. Le guichet des facilités permanentes a enregistré un volume des opérations hebdomadaire d'un import de 524,0 milliards de CDF. En cumul annuel au 29 septembre 2023, le volume des opérations y enregistre est porté à 8.479,7 milliards. Quant au marché interbancaire, il n'a enregistré qu'une seule opération, au cours de la semaine sous revue, d'un import de 12,0 milliards de CDF, portant le cumul mensuel à 50,0 milliards. Pour rappel, au mois d'août 2023, il a affiché un volume d'opérations à hauteur milliards de CDF. En cumul annuel, au 29 septembre 2023, le volume des opérations enregistre sur ce marché se situe à 275,0 milliards de CDF contre 1.306,0 milliards pour l'année 2022. Quant aux taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets, ils se situent entre 25,0% et 26,0%, sur le marché interbancaire, des prêts à court terme et celui des facilités permanentes. Au 29 septembre 2023, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une hausse hebdomadaire de 94,9 milliards de CDF, pour se situer à 3.277,7 milliards. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.560,6 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 717,7 milliards de CDF contre un niveau de 622,2 milliards une semaine auparavant. Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 632,1 milliards de CDF. À fin août 2023, le bilan consolide du secteur bancaire affiche une hausse mensuelle de % des dépôts de la clientèle, pour s'établir à 11.491,6 millions de \$US. La structure de dépôts a été dominée par les dépôts des ménages et des entreprises privées qui ont représenté respectivement 32,4% et 31,8% du total, suivis de ceux des entreprises publiques, des petites et moyennes entreprises et de l'Administration publique. Quant aux crédits bruts, ils ont enregistré un recul mensuel de 0,3%, s'établissant à millions de \$US contre un niveau de 7.043,5 millions à fin juillet 2023.

avec la BCC ■

COURS DES PRODUITS MINIERs, ÉNERGÉTIQUES ET AGRICOLES

	31-déc-22	31-jan-23	28-fév-23	31-mars-23	28-avr-23	31-mai-23	30-juin-23	31-juil-23	31-août-23	21-sept-23	28-sept-23	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	82,84	84,10	84,14	79,07	72,92	75,08	85,30	87,19	93,64	93,08	-0,50
Cuivre LME \$/tm	8379,00	9087,00	8843,35	8935,00	8590,00	8006,20	8327,50	8762,50	8524,50	8129,55	8111,90	-0,22
Cobalt (Cathode 99,80) \$/tonne.	56025,49	51434,88	51434,88	34172,19	34250,49	34247,00	28839,07	32975,00	32975,00	32980,13	32980,13	0,00
Or New York \$/o.t.	1824,82	1926,78	1831,50	1960,55	1988,07	1974,55	1908,40	1953,13	1968,15	1948,30	1889,00	-3,04
Riz Chicago \$/o.t.	405,96	393,93	38234	386,09	385,17	381,68	331,57	344,15	365,34	349,56	353,75	1,20
Blé Chicago \$/tonne	290,81	279,04	259,41	256,65	226,62	220,99	237,13	242,94	222,10	211,62	214,30	1,27
Maïs Chicago \$/tonne	249,45	250,37	236,07	244,63	214,12	219,97	199,63	189,03	176,70	175,04	179,82	2,73

Source: Les échos.

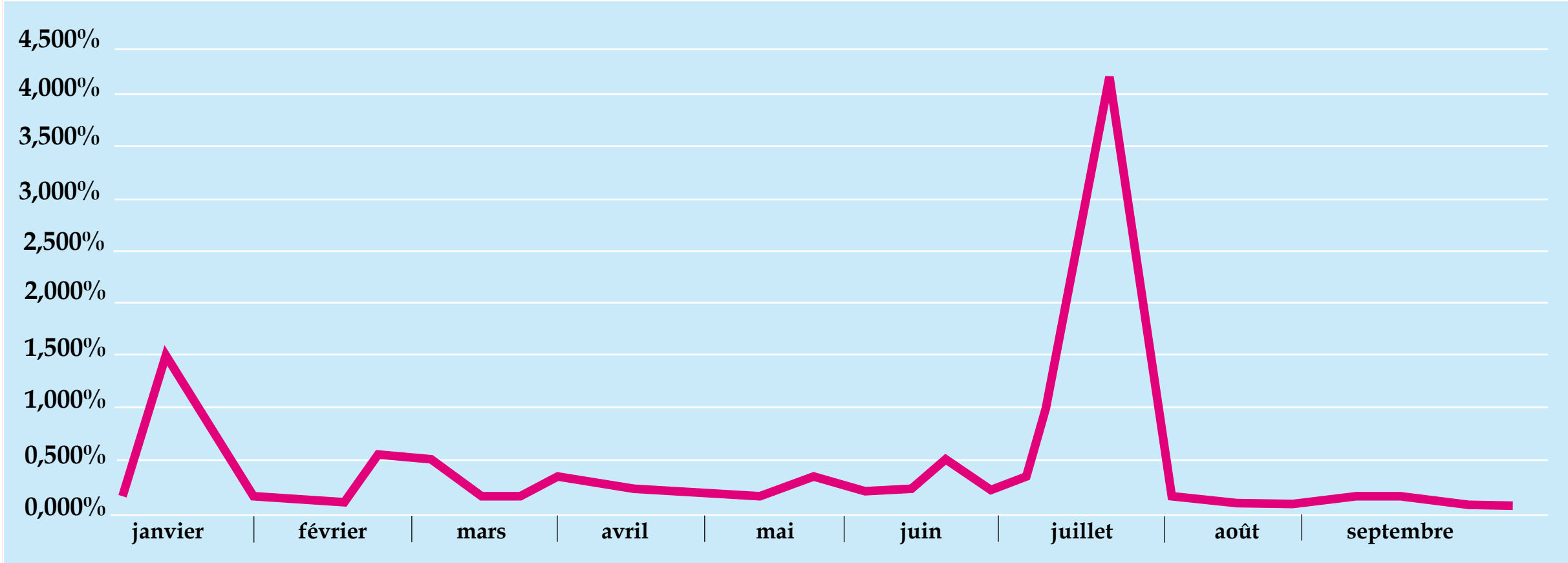
ÉVOLUTION COMPARATIVE DE LA BALANCE DES BIENS 2022-2023
(En millions de USD)

MOIS	CUMUL JUILLET 2023		
	2022 (1)	2023 (2)	Variations (%)
EXPORTATIONS	19 968,53	18 650,40	-6,60
IMPORTATIONS	18 446,35	16 594,36	-10,04
SOLDE	15 522,18	2 056,00	-35,07

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données de la DGDA, l'OCC et la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières et autres.

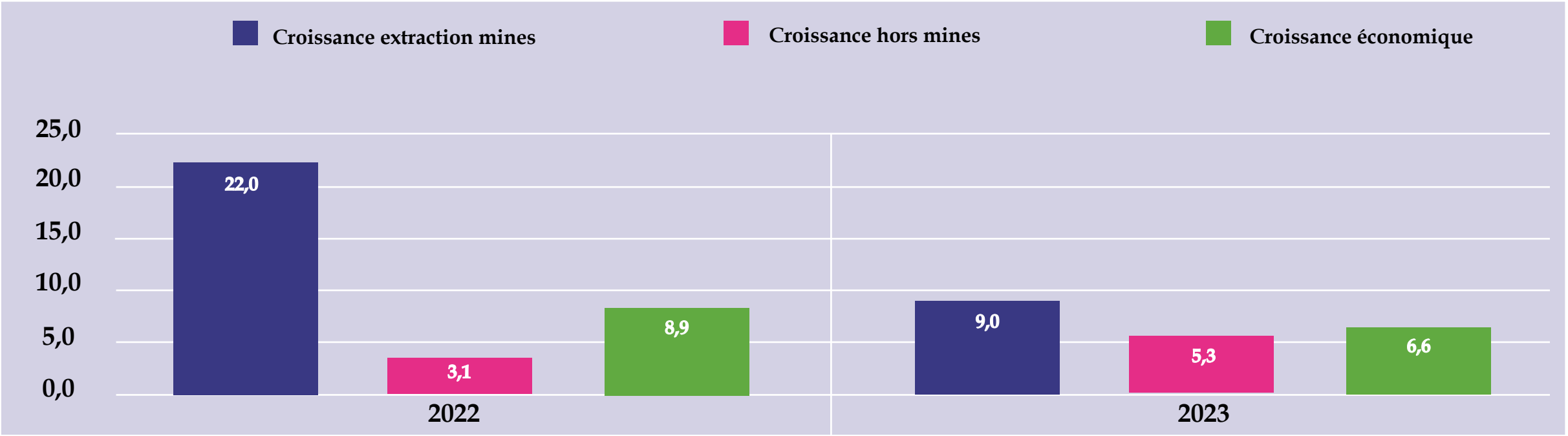
- (1) 2022 : Situation de la balance des paiements provisoire.
- (2) Janvier à Mars 2023 : Situation de la Balance des paiements provisoire.
- (2) Avril à Mai : Situation en accéléré tirée du système bancaire (ISYS-DDR) et de la douane.

ÉVOLUTION DU TAUX D'INFLATION HEBDOMADAIRE



Source: Banque Centrale du Congo

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL HORS MINES ET BRANCHE EXTRACTION



Source: FMI

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

« La Rose Noire » de chez Rolls-Royce de la nouvelle gamme Droptail dévoilée

Rolls-Royce, la légendaire marque automobile de luxe, continue d'écrire son histoire avec le lancement de sa nouvelle gamme de véhicules baptisée Droptail. Dans cette série, le voile a été levé sur l'un des quatre véhicules extraordinaires : «La Rose Noire», un somptueux cabriolet deux places. Ce chef-d'œuvre a été spécialement conçu sur commande pour une famille dont l'identité demeure encore mystérieuse.

DU TRAVAIL ARTISANAL D'EXCEPTION.

La maison britannique de renom a évoqué le couple de propriétaires comme étant issus d'une lignée d'amateurs d'art et de passionnés de mode, à la tête d'une famille d'envergure internationale, entretenant des liens profonds avec la France, pays connu dans le monde comme celui de l'art, de la mode et de rêve. Le design exceptionnellement «romantique» de ce nouveau modèle puise son inspiration dans la beauté de la rose Baccara. Arborant une carrosserie qui oscille entre la teinte grenat et le noir, selon l'angle de la lumière, « La Rose Noire » fascine par sa présence remarquable. L'intérieur de ce chef-d'œuvre ne fait pas défaut à son allure extérieure. L'habitacle est méticuleusement façonné à partir de 1603 pièces de bois plaquées à la main, créant ainsi une symphonie visuelle et tactile inégalée.



Une nouvelle gamme de Rollys-Royce qui reflète l'engagement inébranlable de la marque envers l'excellence artisanale et l'innovation en célébrant les liens entre le raffinement britannique et les influences françaises. DR.

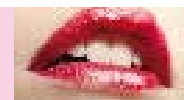


Le responsable du design de carrosserie chez Rolls-Royce Motor Cars a qualifié ce travail artisanal d'exception de «l'apogée de la complexité et du raffinement, jamais réalisé jusqu'à présent».

UN BIJOU TRAÎNE AU CŒUR DU VÉHICULE.

Une horloge de tableau de bord, conçue par le prestigieux horloger suisse Audemars Piguet, trône comme un bijou au cœur du véhicule. Cette horloge de luxe est plus qu'une simple indication du temps; elle peut être détachée et portée au poignet comme une montre exquise. Pour couronner le tout, un coffre à champagne intégré dans le cabriolet ajoute une touche de sophistication à l'expérience de conduite. Sous le capot, «La Rose Noire» est animée par un moteur V12 bi-turbo développant une puissance impressionnante de 600 chevaux, assurant des performances dignes de la renommée de Rolls-Royce. En s'inspirant de la rose Baccara, Rolls-Royce a capturé l'essence même de la beauté, de l'élégance et du luxe dans son nouveau cabriolet «La Rose Noire». Cette création reflète l'engagement inébranlable de la marque envers l'excellence artisanale et l'innovation, tout en célébrant les liens entre le raffinement britannique et les influences françaises. Avec cette nouvelle gamme Droptail, Rolls-Royce continue d'écrire son histoire légendaire dans le monde de l'automobile de luxe.





Garder son jardin secret c'est faire durer le couple

Parler de sa journée, partager ses émotions, avouer une infidélité... communiquer est devenu le maître-mot dans la relation amoureuse. Pourtant, il est parfois dangereux de tout se dire et le silence a ses vertus. Les conseils sur ce que vous pouvez dire ou ne pas dire en couple.

« Ne pas tout se dire est un signe de maturité », affirme le psychologue Jacques-Antoine Malarewicz. À l'inverse exiger la transparence est un signe de manque de confiance en soi. Aujourd'hui, les codes relationnels ont changé et le couple fusionnel n'est plus un modèle tenable. Prendre un pot avec un copain, ou dîner avec un ex, sans lui dire... Impensable hier, incontournable aujourd'hui! Le «je» ne se fond plus dans le «nous», l'autonomie est de mise : en clair, il faut



Les codes relationnels ont changé et le couple fusionnel n'est plus un modèle tenable. DR.

cultiver son individualité... jusqu'à un certain point, bien sûr !

QUE DIRE AU SEIN DU COUPLE ?

Pour Catherine Bensaïd, psychanalyste, jouer la carte de la transparence dans la relation amoureuse, c'est prendre le risque de la banaliser. « À se

livrer sans réserve à l'autre, vous risquez de perdre de votre mystère. Une donnée essentielle de la séduction ». Sans compter l'aspect immature de cette communication verbale à outrance. « Lui raconter ma journée par le menu de manière systématique, me ramenait inmanquablement à mon enfance quand

maman me posait mille questions », avoue Françoise. À la longue, le désir en prend un coup et vous risquez d'entretenir une relation plus fraternelle qu'amoureuse. Alors quelles choses à partager et à raconter en couple ? Si les petits secrets sont nécessaires, à l'inverse, certains silences peuvent

peser lourd. « Un licenciement ou une maladie grave sont des points qui nécessitent un dialogue », ajoute Jacques-Antoine Malarewicz. Savoir parler est dans ce cas un signe de confiance en l'autre. Combien de couples sont sortis grandis des épreuves difficiles ou de conflits majeurs par la

parole. Partager ses émotions coule de source mais pas n'importe quand, ni n'importe comment. Chacun arrive avec son histoire, et ses blessures. Alors inutile de battre le fer quand il est chaud, devant une difficulté. Catherine Bensaïd conseille « d'attendre le moment adéquat, base d'une communication respectueuse dans le couple ». Encore une fois, l'équilibre est de mise, pour mieux s'entendre et donc mieux s'écouter. Quels conseils pratiques pour faire durer son couple ? Ces quelques conseils peuvent vous aider à trouver le juste milieu entre transparence et silence :

- Ce qu'il ne faut pas dire : les petits secrets.

Vous traînez avec votre meilleur(e) ami après le boulot et forcément vous rentrez plus tard. Ou vous dînez avec un(e) ex. Si vous savez que l'un comme l'autre vont le (la) rendre dingue, avec à la clé une scène assurée...

Motus ! Vous coupez court à des discussions inutiles et jouissez de ce précieux sentiment de liberté sans dommage (pour les deux).

Ce qu'il faut dire : Exit le tabou de l'argent. Vous avez craqué pour le dernier gadget high tech (exorbitant). Mettez-le (la) dans la confidence et trouvez une parade ensemble : faites la cuisine pendant une semaine. Si vous avez été licencié, inutile de faire semblant d'y aller le matin (c'est très courant) le temps de trouver un autre boulot. Jouez cartes sur tables.

Ça dépend : l'infidélité. Faites-lui part de votre incartade dans le cas où c'est un véritable symptôme d'un malaise dans votre couple. « Ça ne va pas ; d'ailleurs je t'ai trompé ». Sinon ne vous en vantez pas, c'est un moment d'individualité. Il n'y a ni cocu, ni tromperie. L'autre se sent exclu seulement si l'amour est renié.

Découverte d'une pratique inattendue qui vous rend le plus épanoui en couple

Une étude anglaise conduite sur près de 300 amants a permis d'identifier une pratique intimement liée à une sexualité épanouie. Découvrez-la pour épicer un peu plus vos relations ! La masturbation n'est pas seulement une affaire privée ! Ou du moins, elle ne devrait pas l'être, si l'on en croit une nouvelle étude de l'Université de Southampton. Selon une étude conduite sur près de 300 Britanniques interrogés, cet

échange donnant-donnant quand il est pratiqué à deux, serait associé à des sentiments positifs et une meilleure satisfaction sexuelle en générale, chez ceux qui s'y adonnent. La satisfaction sexuelle à portée de main. Les chercheurs ont ainsi interrogé 117 femmes et 151 hommes, tous en couple ou ayant un partenaire sexuel. Plus de 50 % des participants ont déclaré avoir pratiqué une masturbation à deux au cours des deux semaines précédentes. Pour rappel, on appelle masturba-

tion mutuelle le fait que deux personnes simulent les organes génitaux « de l'autre » et en même temps pour le plaisir sexuel. Les participants ont alors évalué leur satisfaction sexuelle en répondant à différentes questions sur leurs émotions face à l'acte, et une donnée s'est largement dessinée : les personnes qui se livraient à cette pratique mutuelle avaient tendance à être plus satisfaites que celles qui ne s'étaient pas masturbées avec leur partenaire depuis plus de quinze jours.

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de la masturbation mutuelle, un nombre étonnant de personnes ont ainsi répondu qu'elles avaient des sentiments positifs à propos de cet acte torride. En revanche, seuls 12 participants ont déclaré qu'ils ressentent « très fortement » que la masturbation mutuelle était « étrange » et seulement neuf ont déclaré qu'ils se sentaient très « tendus » à ce sujet. Démystifier un peu plus le plaisir personnel... à deux Pour Dilan Kılıç,

expert en psychologie et chercheur principal, les résultats actuels suggèrent que la masturbation mutuelle est courante dans les couples et que de nombreuses personnes rapportent des sentiments positifs à propos de ce comportement. La masturbation à deux serait donc une nouveauté à ajouter à sa pratique sexuelle si ce n'est déjà le cas : « S'engager dans une masturbation mutuelle pourrait augmenter le répertoire sexuel des couples et améliorer la satisfaction sexuelle » souligne-t-il dans

l'International Journal of Sexual Health. Les chercheurs affirment que ces résultats peuvent aider à démystifier les mythes sur le plaisir personnel dans les relations et aider les gens à comprendre leur propre plaisir sexuel et celui de leur partenaire. Cependant, les résultats peuvent aussi être lus de façon différentes : les couples sont-ils plus épanouis quand ils pratiquent la masturbation mutuelle, ou sont-ils plus susceptibles de s'y livrer quand ils sont déjà satisfaits ?

Les auteurs ne peuvent répondre à cette questions : « La direction causale des associations ne peut pas être déterminée et, en tant que telle, l'expérience de la masturbation mutuelle peut augmenter la satisfaction sexuelle ou les personnes sexuellement satisfaites pourraient être plus susceptibles de s'engager dans une masturbation mutuelle, ou les deux ». Quoi qu'il en soit, élargir le plaisir personnel à son ou sa partenaire ne semble pas faire de mal, bien au contraire !

MAGALI RÉGNIER ■

Dans la guerre en Ukraine, dépasser la guerre des impérialistes

(suite de la page 19).

conjoncture est la mieux indiquée pour l’État congolais de rendre, par une diplomatie pro-active, plus dynamique et plus agissante, l’Occident plus conscient que jamais auparavant de ses responsabilités historiques sur le sort du Congo et de l’amener à changer positivement de comportement, d’attitudes et de pratiques à son égard. Visiblement anti-russe, ce camp croit en la capacité de l’Occident, généralement attaché à la démocratie, à se ressaisir, à s’amender, à apporter encore au Congo l’assistance dont il a grandement besoin pour mettre fin à la guerre de l’Est et pour son développement.

PARTISANS DU CONGO.

Le troisième et dernier camp, dit pro-Congo, dénonce et condamne, comme les deux autres, le comportement hypocrite et ambigu de l’Occident vis-à-vis de ce pays durant les trois dernières décennies. Comme le deuxième groupe, il reconnaît et apprécie quand même les réalisations de l’Occident au Congo. Cependant, contrairement aux deux premiers camps, il tient à la promotion, à la défense et à la progression ininterrompues d’un développement essentiellement endogène au Congo. Un développement promu, suivi et défendu par des Congolais. Un développement puissamment encouragé et soutenu par l’État congolais. Dans cet objectif, il juge très sévèrement et l’Occident et la Russie et même la Chine. Considérant l’ensemble de leurs œuvres à travers le monde, il ne fait confiance ni à l’Occident, ni à la Russie, ni même à la Chine quant à la consistance de leur contribution au développement du Congo. Car, ils sont tous de cyniques monstres froids toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l’accroissement ininterrompus de leurs seuls intérêts au détriment de ceux des pays les plus faibles qu’ils exploitent inconsidérément. Des preuves palpables ? L’Occident a colonisé, durant plusieurs siècles ou décennies, tous les pays d’Afrique, d’Océanie, d’Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes et la majorité des pays d’Asie. Partout, même après l’accession de ses ex colonies à la souveraineté nationale et internationale, il se comporte toujours en maître. Il domine, exploite et ruine politiquement, économiquement, socialement et culturellement tous les pays des régions géographiques précitées. Actuellement, l’écrasante majorité de ces pays, demeurés généralement pauvres, misérables et sous-développés, le boudent ou le contestent. Mais, ils n’abandonnent pas, pour autant, cet Occident qui les assujettit! Cependant, depuis environ deux ans, trois pays d’Afrique francophone occidentale, en l’occurrence le Mali, le Burkina Faso et le Niger, tentent, pour des raisons évidentes d’exploitation

effrénée, de s’éloigner et de se séparer de la France, leur ancienne puissance coloniale et néo-coloniale. Ils essaient de se rapprocher de la Russie de Poutine. Celui-ci met, sans tergiverser et sans attendre, ses mercenaires du groupe Wagner, non seulement à la disposition de ces trois derniers pays, mais également de la République Centrafricaine, de la Libye, du Soudan, de l’Algérie et du Mozambique. Pour, dit-il, les protéger des terroristes commandités par l’Occident. La Russie, qu’elle soit tsariste ou soviétique, a aussi politiquement, économiquement, socialement et culturellement colonisé, dominé, exploité et ruiné, pendant plusieurs siècles ou décennies, la quasi-totalité des pays de l’Europe centrale, la totalité des pays de l’Europe de l’Est et des pays d’Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Mongolie Extérieure, Afghanistan, etc). À ce propos, Mme Salomé Zourabitchvili, présidente de la République de Géorgie voisine, témoigne : « La nature de la Russie est impériale. Il fait plus de deux siècles que les Russes attaquent et occupent tous les pays autour d’eux ». Mais, au bout du compte, aucun de ces pays longtemps soumis à la Russie ou à l’URSS n’a pris de l’envol en matière de développement. Ils crouissent généralement dans la pauvreté, la misère et le sous-développement. En plus, leur seule et unique véritable puissance coloniale et néo-coloniale, la Russie tsariste d’abord, l’URSS par la suite, désillusionnée par ses propres contradictions internes, s’est finalement désintégrée en décembre 1991. De ce fait, certains pays voisins, autrefois souverains, indépendants et libres, qu’elle avait intégrés par la force en son sein et transformés en ses républiques fédérées, sont redevenus des États indépendants, souverains et libres comme auparavant. Les ex-démocraties populaires, jadis pays satellites de l’URSS enfermés dans un camp retranché du monde, sont aussi redevenues des États indépendants, souverains et libres comme auparavant. Et ces anciennes républiques fédérées soviétiques et ces ex-démocraties populaires ont abandonné, dans leur écrasante majorité, l’impérialiste, l’expansionniste et la totalitaire Russie de Poutine. D’où, la mort subite inévitable du Pacte de Varsovie et du Comecon qui les reliaient entre elles, sous l’égide de Moscou, sur les plans respectivement militaro-politico-idéologique et économique-commercial-financier. D’où, la plupart d’entre elles se sont rapprochées, ont déjà rejoint ou tendent à rejoindre l’Otan et l’Union Européenne. D’où, les guerres que la Russie de Poutine a suscitées et imposées à la Géorgie en 2008 et à l’Ukraine en 2014 et en 2022. D’où, les menaces qu’elle fait peser sur la plupart de ses anciens vassaux affranchis tels que la Pologne, la Géorgie, la

Moldavie, la Lituanie, l’Estonie, la Lettonie, etc., qu’elle tiendrait à ramener sous son giron. Sous le couvert de l’URSS, la Russie, la seule et l’unique puissance de ce conglomérat d’États qui se sont finalement avérés tout simplement juxtaposés, avait la main mise sur certains pays d’Afrique, tels que le Ghana de Kwame N’krumah, la Guinée Conakry de Sékou Touré, le Congo-Brazzaville de Marien Ngouabi et Sassou N’guesso, le Mozambique de Samora Machel et Joachim Chissano, l’Angola d’Agostino Neto et Eduardo Dos Santos; sur quelques pays d’Amérique latine à l’instar du Nicaragua des sandinistes ; sur quelques pays des Antilles et des Caraïbes, comme Cuba de Fidel Castro ; et sur certains autres pays d’Asie, aux côtés de la Chine de Mao, tels que le Vietnam de Hô Chi Minh et le Cambodge des Kmers Rouges. Mais, aucun de ces divers pays n’est sorti du sous-développement. Incroyable, ils se sont tous réconciliés avec l’Occident, le diable ! Selon ce troisième et dernier camp, dit pro-Congo, les grandes puissances mondiales, qu’elles soient de l’Occident ou de l’Orient, sont globalement des oiseaux du même plumage. Rejeter, dans ce contexte, l’Occident en vue d’embrasser précipitamment et aveuglément la Russie de Poutine équivaudrait à déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul. En effet, Saint Paul et Saint Pierre sont, tous deux, de la même nature chrétienne. Ils visent, tous deux, la propagation et l’inculturation de l’Évangile de Jésus-Christ à travers le monde. La Russie et l’Occident sont également, tous deux, de la même nature impériale et expansionniste. Ils sont, tous deux, de cyniques monstres froids toujours enclins à dominer et à exploiter littéralement les autres pays du monde, surtout les plus faibles. Égocentriques, ils ne promeuvent, ne défendent et ne développent sérieusement que leurs seuls intérêts au détriment de ceux des autres pays avec lesquels ils font semblant de traiter d’égal à égal. À ce sujet, ce camp exhibe le cas du contrat du siècle que le Congo avait signé, en avril 2008, avec un groupe d’entreprises chinoises. Et ce, dans le cadre de la joint-venture Sicomines qu’ils avaient montée ensemble. Contrat par lequel les Chinois ont, selon l’Inspection Générale des Finances, roulé le gouvernement congolais sur tous les plans. En effet, pour réaliser le programme d’infrastructures dont le pays a grandement besoin pour son développement, ce gouvernement avait mis à la disposition de la Sicomines des gisements riches en minerais de cuivre, de cobalt et de lithium évalués à près de 93 milliards de \$US. Il a ajouté, à ces riches gisements miniers, les exonérations de tous droits de l’État estimés à environ 10 milliards de \$US. Les deux entreprises chinoises n’ont apporté aucun

capital frais leur appartenant en propre. Elles ont seulement amené un endettement de 4,4 milliards de \$US emprunté d’Exim Bank of China pour le fonctionnement de la Sicomines. Cependant, les deux entreprises chinoises ont gagné, à elles seules, 17 milliards de \$US, les banques préteuses chinoises 1,2 milliards de \$US et le Congo à peine 800 millions de \$US en infrastructures depuis 2008 ! En plus, la Sicomines, pourtant une joint-venture Congo-Chine basée au Congo, n’utilise jamais les entreprises sous-traitantes congolaises dans les travaux qu’elle conduit! Elle fait appel à des compagnies sous-traitantes chinoises installées ici ou ailleurs! Ainsi, dans cette guerre en Ukraine, croit ce troisième et dernier groupe pro-Congo, la place des Congolais ne peut être ni derrière l’Occident mené par les États-Unis, la superpuissance mondiale, ni derrière la Russie, la deuxième puissance militaire mondiale, ni derrière la Chine, la deuxième puissance économique mondiale, mais bien aux côtés de leurs compatriotes qui se battent, au Congo, pour la survie, l’émergence et le développement intégral, intégré et durable de leur pays.

TRILOGIE GAGNANTE.

Considérant toutes les réalités concrètes susévoquées et vécues sous tous les impérialismes, que conclure sinon qu’il n’y a point, entre l’Occident et la Russie, le moindre mal. Ils sont tous habités par le même esprit dominant d’impérialisme et de mercantilisme, quel qu’en soit le degré. Ils sont tous des exploiters insoucieux de leurs prétendus partenaires, des expansionnistes autoritaires et des impérialistes sans scrupules. La preuve la plus tangible de leur iniquité commune incomparable? Aucun pays d’Afrique, d’Asie, d’Océanie, d’Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes, etc., n’a émergé selon le modèle occidental, grâce à l’Occident ! Aucun pays d’Europe centrale, d’Europe orientale, d’Asie centrale, d’Afrique, d’Amérique latine, des Antilles et Caraïbes, etc., n’a émergé selon le modèle soviétique ou russe, grâce à l’URSS ou à la Russie. Les quelques pays qui émergent, même s’ils s’inspirent des expériences des autres et optent généralement pour le mode de production capitaliste, empruntent leur propre voie. Quant à l’idée de privilégier les relations diplomatiques et de coopération au développement soit avec la Russie seule, soit avec l’Occident seul, soit avec la Chine seule dans toutes les questions touchant à la guerre de l’Est et au développement de leur pays, les Congolais divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques difficilement réconciliables! S’ils tiennent à mettre fin à la guerre à l’Est que le Rwanda et quelques multinationales leur imposent, ils doivent dépasser la guerre en Ukraine, se refuser

de se diviser et de s’éparpiller en fonction du comportement, des attitudes et des pratiques de l’Occident face à cette guerre-là et à celle de l’Est de leur pays. Ils doivent se refuser de succomber à la propagande russe qui ne sert que les intérêts russes. Ils doivent, dans ce contexte, psychologiquement sortir de la guerre impérialiste en Ukraine qui n’est pas du tout leur guerre. Afin de se consacrer et de se concentrer uniquement et sérieusement, dans l’unité la plus totale, à court et à moyen terme sur la guerre mercantiliste que l’impénitent ennemi rwandais leur mène dans la partie Est de leur pays et à long terme sur le développement intégral, intégré et durable de celui-ci. En vue d’y parvenir, ils sont appelés à franchir, au préalable ou concomitamment, les cinq importantes et stratégiques étapes opérationnelles suivantes. Premièrement, identifier systématiquement toutes les fameuses multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques congolais impliquées dans la guerre de l’Est. Deuxièmement, chercher et obtenir impérativement de négocier, d’égal à égal, directement avec les présidences exécutives de ces fameuses multinationales occidentales et leurs gouvernements respectifs. Troisièmement, trouver avec ces derniers un modus vivendi rationnel, réaliste, opérationnel, juste et profitable à tous. Quatrièmement, ne compter ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais sur les Congolais, obligés à chercher, à trouver et à déterminer, eux-mêmes, les voies et moyens les meilleurs de sortir leur pays du gouffre dans lequel il se trouve. Cinquièmement, emprunter, à l’instar des Sud-Coréens, des Brésiliens, des Indiens et des Chinois, leur propre voie pour émerger. Ils ont tous les atouts indispensables, sauf deux : le patriotisme véritable et la volonté politique de développer, eux-mêmes d’abord, eux-mêmes ensuite et eux-mêmes enfin, leur propre pays. La solution aux multiples problèmes du Congo ne se trouve ni dans la guerre contre le Rwanda et l’Occident, ni dans l’alliance exclusive, spéciale ou privilégiée soit avec Poutine, soit avec Xi Jinping, soit avec Biden, ni dans le repli sur soi-même, mais dans la conjugaison simultanée, rationnelle et responsable de la trilogie gagnante suivante : le patriotisme sincère, sérieux, engagé et réellement appliqué de ses propres citoyens; la volonté politique farouche, implacable et optimale de sa prise en charge effective, profonde et totale par ses propres citoyens ; la diplomatie et la coopération au développement stratégiques et rentables avec le reste du monde, dont les incontournables grandes puissances impérialistes mondiales. **MUSENE SANTINI BE-LASAYON ■**

Les Congolais divisés en trois camps dans la guerre en Ukraine

Face à la guerre que se livrent, par l'Ukraine, la Russie et l'Occident conduit, des Congolais, idéologiquement enchaînés ou libres, sont incroyablement divisés en trois camps. Certains se réclament partisans de la Russie de Vladimir Poutine contre l'Occident de Joe Biden. Certains autres se disent défendre l'Occident contre la Russie. D'autres refusent la balkanisation de leur pays, se rangent derrière le Congo de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Mais, ceux-ci ne sont ni contre, ni pour l'Occident ou la Russie. Ils sont tout simplement pour le Congo. Tentons décoriquer les arguments des uns et des autres.

TROIS OBSERVATIONS.

Trois observations au départ. Primo, ce que nous rapportons ici est le fruit, non pas d'une grande enquête sociologique concernant la guerre en Ukraine et ce, en rapport avec la guerre sévissant dans l'Est du pays quasi-abandonné par l'Occident depuis environ trente ans. Il s'agit plutôt des résultats des entretiens libres, individuels et collectifs réalisés, du mois de juin au mois d'août 2023, avec un certain nombre d'universitaires de divers formations académiques et milieux socio-professionnels de Kinshasa. Dans ce contexte, il nous est très difficile de mesurer le degré exact de leurs sentiments envers la Russie, l'Occident et le Congo. Mais, nous dégageons avec aisance, à travers leurs propos, leurs penchants à l'égard de l'une ou l'autre de ces trois entités géopolitiques.

Secundo, de l'avis général des experts des sociétés est-européennes post-soviétiques, tels que Hélène Carrère d'Encausse, Jean Radvagni, Françoise Thom et Gilles Favarel-Garrigues, la guerre en Ukraine n'est pas du tout une guerre idéologique opposant la gauche marxiste-léniniste, socialiste, communiste, totalitaire et révolutionnaire à la droite libérale, capitaliste, démocratique et réactionnaire. Comme c'était le cas durant la très longue guerre froide de 1945 à 1991. Car, l'Occident demeure fondamentalement libéral, capitaliste et démocratique. Alors que la Russie de Vladimir Poutine paraît avoir essentiellement rompu avec le marxisme-léninisme, le socialisme et le communisme de l'ère soviétique, elle semble n'en garder que son système agressif de propagande et de coercition politico-idéologique. Pour preuve, le parti communiste russe d'aujourd'hui, resté essentiellement orthodoxe, est le leader incontesté des farouches oppositions à ce régime foncièrement nationaliste et totalitaire du parti Russie Unie de Vladimir Poutine au pouvoir depuis 23 ans. D'ailleurs, rapporte Gilles Favarel-Garrigues, les experts qualifient généralement l'actuel régime politique russe de « super-présidentiel, de démo-



À g., le président américain Joe Biden ; à dr., le président russe Vladimir Poutine. DR.

cratie dirigée, de militarisme libérale ou d'autoritarisme bureaucratique». Ils perçoivent la guerre en Ukraine comme l'expression violente des ambitions illimitées de son instigateur, Poutine et de l'orgueil également démesuré des Occidentaux qui croient détenir, pour de bon, l'hégémonie géopolitique sur le monde entier.

Tertio, les deux guerres auxquelles nous faisons allusion ici, celle en Ukraine et celle dans l'Est du Congo, sont deux guerres fondamentalement différentes par leur nature et par leurs protagonistes. Elles ne sont ni confondables, ni comparables. Tenez : la guerre en Ukraine est une guerre impérialiste pour l'hégémonie géopolitique mondiale. Elle est fondée sur les intérêts stratégiques particuliers, donc globaux, de la Russie et de l'Occident piloté par les États-Unis d'Amérique. Elle oppose, entre eux, les monstres les plus froids des monstres ou les bourreaux les plus cruels des faibles. Nous citons les impérialistes russes et les impérialistes occidentaux, toujours égocentriques. La guerre à l'Est du Congo est une guerre mercantiliste, principalement fondée sur les intérêts économico-financiers de quelques puissantes multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques congolais et, par ricochet, sur ceux de leur allié et commissionnaire africain sur le terrain des opérations militaires, le Rwanda de Paul Kagame. Ces puissantes multinationales occidentales sont les commanditaires, les sponsors, les soutiens, etc., de cette guerre mercantiliste à l'Est qui oppose deux pays pauvres et faibles quand le Rwanda de Paul Kagame en touche les dividendes. Revenons maintenant à ces trois différents camps hostiles dans lesquels s'inscrivent les Congolais dans la guerre en Ukraine par rapport à celle de l'Est de leur propre pays.

PARTISANS DE LA RUSSIE.

Le premier groupe, le plus bruyant et le plus grouillant de tous, c'est celui des pro-Russie, mieux, des pro-Poutine. Il est constitué des fanatiques et inconditionnels de Poutine considéré comme un leader ou un héros intraitable. Et ce, pour deux raisons connexes. Primo, metteur en scène consommé de sa propre personne, le président russe

se pose en figure de proue de la farouche opposition à la domination unilatérale de l'Occident sur le monde entier et de la soumission inconditionnelle à ce monde « pourri, satanique et cupide », selon ses propres mots. Il le démontre en défiant, par la guerre totale et impitoyable qu'il impose à l'Ukraine, les États-Unis d'Amérique et ses alliés de l'Union Européenne, les détenteurs exclusifs de l'hégémonie géopolitique mondiale et les soutiens indéfectibles de l'Ukraine contre sa Russie. Secundo, Poutine fait rêver à ses partisans, sans leur dévoiler la procédure à suivre pour y parvenir, l'avènement de l'hégémonie géopolitique mondiale multipolaire, partenariale et équilibrée que les BRICS revendiquent au nom de tous les opprimés de l'ordre mondial actuel mené par l'Occident depuis le XVI^{ème} siècle. Ce groupe pro-Russie est psychologiquement conduit, ragailardi, requinqué et subjugué par le discours ratio-émotionnel anti-hégémonie géopolitique américaine en particulier et occidentale en général de Poutine. Il prend cette propagande agressive, incessamment répétée, pour parole d'Évangile. Il perçoit la Russie comme un pays à diplomatie accommodante, douce et coopérative par rapport à celle de l'Occident qu'il juge offensive, hégémonique et écrasante. Il qualifie l'Occident d'hypocrite, d'injuste, d'ingrat et de méchant à l'égard du Congo. Il lui reproche particulièrement de laisser, depuis environ trois décennies, certaines de ses puissantes multinationales armer le Rwanda de Paul Kagame. Et ce, dans l'objectif d'attaquer, de déstabiliser et d'envahir incessamment et impunément, pour des raisons mercantilistes, le Congo qu'il exploite pourtant depuis 138 ans. Pendant qu'il abandonne l'Est du Congo entre les mains du Rwanda commandité par certaines de ses puissantes multinationales, il soutient massivement et puissamment, depuis le 24 février 2022, l'Ukraine de Volodymyr Zelensky contre la Russie de Poutine.

Face à cette politique absurde de deux poids, deux mesures de l'Occident, ce groupe, viscéralement anti-américain en particulier et anti-occidental en général, prend clairement et nettement position en faveur de la Russie de Poutine. Se

fondant sur la supériorité supposée de la Russie dans le domaine du nucléaire militaire (elle aurait plus de têtes nucléaires que les États-Unis d'Amérique), il pousse l'État congolais à s'allier exclusivement à cette dernière. Et ce, dans le but ultime de libérer l'Est du pays du joug rwandais et, par ricochet, occidental. Il croit au plus haut point que la promotion et la défense des intérêts majeurs du Congo doivent nécessairement passer, aujourd'hui, par une alliance particulière, spéciale et exclusive avec la Russie de Poutine. Car, contrairement à l'Occident, la Russie est disposée à accompagner le Congo dans ses efforts pour mettre fin à la guerre sévissant dans sa partie Est et pour son développement.

LES PRO-OCIDENT.

Le deuxième camp de Congolais, dit pro-Occident dénonce et condamne également, avec force, le comportement ambigu et hypocrite de l'Occident envers le Congo quant à la guerre bientôt trentenaire à l'Est. Cependant, il croit qu'il est fondamentalement logique, normal et juste que l'Occident assiste massivement et puissamment l'Ukraine dans la guerre injuste et injustifiée que la Russie de Poutine, la deuxième puissance militaire mondiale, inflige à son voisin infiniment plus petit et plus faible. Il qualifie l'instigateur de cette guerre, Poutine, de fou, de sanguinaire, de criminel, d'assassin, de dictateur insensé et incorrigible, etc. Il juge la Russie, deuxième puissance mondiale uniquement militaire, mais économiquement et technologiquement arriérée par rapport à l'Occident, incapable d'assister sérieusement, profondément et intégralement le Congo dans son combat pour le développement. Car, le Congo est confronté, non seulement à la guerre dans sa partie Est, mais aussi et surtout à d'innombrables autres problèmes inextricables dans tous les secteurs d'activités. Or, le seul et l'unique bénéfice que le Congo peut tirer de la coopération privilégiée ou exclusive avec la Russie de Poutine, ce sont des armes, des munitions, des véhicules, des avions de guerre. Et ce, en échange avec des cargaisons et des cargaisons des minerais stratégiques. En dehors de ces instruments de guerre russes, le Congo ne peut s'attendre à rien d'autre

de plus. Pire, il n'y a aucune garantie que ces instruments de guerre russes feront gagner le Congo contre le Rwanda et l'Occident.

Pour se convaincre de l'infime importance de la coopération avec la Russie, ce camp pro-Occident propose que l'on se mette à compter et à comparer, objectivement, ce que les Occidentaux et les Russes ont déjà réalisé au Congo. Il jure qu'on ne trouverait, à travers ce pays ni école, ni hôpital, ni route, ni entreprise, etc., comme résultats de la coopération plus que soixantenaire avec la Russie! Par contre, malgré sa politique coloniale et néocoloniale, l'Occident, longtemps représenté sur le terrain par le royaume de Belgique, a montré le chemin du développement au Congo. Quelques exemples. Dès son établissement en 1885, l'Occident s'est employé à créer ce grand État africain qui n'avait jamais existé avant lui et qui fait la fierté des autochtones. À part la ville de Gbadolite fondée par Mobutu, il a progressivement créé, en 75 ans, tous les autres villes et centres urbains du pays. Par l'intermédiaire des Églises Catholique et Protestante qu'il a autorisées à s'implanter dans le pays, il a doté le Congo de l'écrasante majorité de ses institutions d'enseignement et de santé de tous les niveaux, pendant et après la colonisation. Malgré quelques désinvestissements opérés à partir de la seconde moitié des années mille neuf cents quatre-vingt-dix, il est demeuré, pendant très longtemps, l'incomparable premier investisseur étranger du Congo. En effet, l'écrasante majorité des entreprises et des banques de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activités, qui faisaient travailler les Congolais, étaient occidentales. L'écrasante majorité des diverses infrastructures publiques (bâtiments, ponts et chaussées, rails, barrages hydro-électriques, etc.) du pays sont des apports indéniables de l'Occident. Enfin, si l'Occident n'était réellement que « pourri, satanique et cupide et la Russie paradisique », comme le prétendent Poutine et ses fanatiques, comment expliquer que des Congolais de toutes les tendances idéologiques, qui s'expatrient particulièrement pour des raisons socio-économiques, ne vont jamais en Russie, mais toujours dans les pays occidentaux : Belgique, États-Unis d'Amérique, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, etc.?

Des Congolais honnêtes, sérieux et responsables ne peuvent pas nier, argue ce groupe pro-Occident, ces nombreuses et diverses évidences occidentales. Par conséquent, ils ne peuvent renier l'Occident à cause de l'outrecuidance de certaines de ses multinationales liées à la guerre de l'Est et de son impérialisme qu'ils connaissent pourtant mieux que l'impérialisme russe. Au contraire, la présente

(suite en page 18).

Les États-Unis plus que jamais derrière Israël

Joe Biden a-t-il été piégé dans la guerre déclenchée le samedi 7 octobre au matin par le Hamas ? Oui, à en croire des médias ukrainiens qui y voient la main du Kremlin. Il n'empêche ! Ce nouveau front ouvert contre

les États-Unis d'Amérique, les responsables américains s'y disent prêts. Antony Blinken, a redit en début de week-end, lors d'une nouvelle visite à Tel-Aviv, qu'Israël avait «le droit» et «l'obligation» de se «défendre». «Nous restons convaincus qu'Israël a non seulement le droit mais aussi l'obligation de se défendre et de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le 7 octobre ne se reproduise plus jamais», a-t-il déclaré en allusion à l'attaque sans précédent du Hamas palestinien sur le sol israélien, après une rencontre avec le président israélien Isaac Herzog.

Antony Blinken, dont c'est le deuxième déplacement au Proche-Orient depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, a également appelé «à protéger» les civils «pris sous les tirs» et à «apporter de l'aide à ceux qui en ont désespérément besoin».

Avant son déplacement vendredi 3 novembre à Tel-Aviv puis le week-end en Jordanie, le chef de la diplomatie américaine qui est très proche du président Joe Biden, a affiché plusieurs objectifs : faire pression sur l'allié israélien pour protéger les civils palestiniens de Gaza et en Cisjordanie occupée, et assurer un flux continu de l'aide humanitaire qui arrive encore en une trop petite quantité dans la bande de Gaza, bombardée sans relâche par l'armée israélienne depuis plus de quatre semaines déjà. Antony Blinken s'était entretenu vendredi matin avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et a assisté au cabinet de sécurité. «Nous allons parler de mesures concrètes qui peuvent et doivent être prises pour minimiser les dommages causés aux hommes, aux femmes et aux enfants de Gaza», avait déclaré la veille jeudi le chef de la diplomatie américaine avant de quitter Washington. Premier soutien d'Israël,



Pour son deuxième déplacement en Israël depuis le 7 octobre, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken (à g.) a été accueilli par le président israélien, Isaac Herzog. AFP.

politique comme militaire, les États-Unis ont affiché un appui sans faille depuis l'attaque sanglante perpétrée par le Hamas le 7 octobre, mais prennent la mesure des pressions internationales croissantes sur le nombre de civils palestiniens tués dans les représailles israéliennes.

L'armée israélienne bombarde sans relâche depuis le 7 octobre la bande de Gaza contrôlée par le Hamas, et y conduit depuis une semaine des opérations terrestres. La guerre entre Israël et le Hamas, déjà dans son deuxième mois, menace toujours d'embraser la région. Du côté israélien, selon les autorités, plus de 1.400 Israéliens ont été tués, dont 341 soldats ce jour-là dans l'attaque du Hamas. D'après l'armée, 241 otages, israéliens ou étrangers, sont encore aux mains du mouvement islamiste palestinien, classé organisation terroriste par les États-Unis, l'Union

européenne et Israël. Dans la bande de Gaza, 9.488 palestiniens, dont 3.900 enfants, ont été tués dans les bombardements israéliens, selon un bilan du Ministère de la Santé du Hamas.

«L'INTÉRÊT DE LA RUSSIE EST ÉVIDENT».

Cette guerre, et les risques d'embrassement de la région qu'elle fait redouter, a chassé une autre guerre des radars des médias, celle que mène la Russie en Ukraine depuis vingt mois. Pourtant, les deux crises se rejoignent, par les acteurs qui peuvent en tirer profit. Au premier rang d'entre eux : Vladimir Poutine. Le Kremlin aurait-il joué un rôle dans les attaques du Hamas lancées contre Israël, de même que Téhéran afin d'attiser de multiples conflits dans le monde et de détourner l'attention sur l'Ukraine ? Oui, affirment des médias ukrainiens,

pour qui cela s'est fait dans le cadre d'un «axe du mal». La raison la plus évidente pour laquelle cette nouvelle explosion au Proche-Orient vient à point nommé pour le président russe est que, pendant que les alliés de l'Ukraine se tournent avec effroi vers le sud, la Russie relance son offensive dans le Donbass. Ces jours-ci, les forces russes pilonnent sans relâche la zone d'Avdiïvka, ville de 30.000 habitants qui en compte maintenant moins de 2.000 tant elle a souffert, pour tenter d'en déloger les défenseurs ukrainiens. Depuis 2022, tout le monde en Europe connaît les noms de Marioupol et de Bakhmout. Mais qui, aujourd'hui, a entendu parler d'Avdiïvka ? La bataille y fait rage. «L'ennemi subit des pertes significatives, rapportait, lundi 23 octobre, le général ukrainien Oleksandr Syrsky, mais il reconstitue ses forces constamment à l'aide de

troupes de réserve, notamment amenées de Russie». Pas un mot sur les pertes ukrainiennes ; on les imagine sans peine. Reste que la chaîne d'information ukrainienne 24, dans les combats qui opposent actuellement le Hamas à Israël, «l'intérêt de la Russie est évident». Et son implication le serait tout autant. Elle aurait «contribué à la préparation des forces, à l'apprentissage de nouvelles tactiques utilisées dans l'attaque contre Israël. S les réseaux sociaux, des vidéos montrent comment des groupes palestiniens ont détruit des blindés israéliens avec des drones - ce qui est clairement une conséquence de la guerre russo-ukrainienne».

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeurs associés
Yves Soda.
Christophe Dandy Lukeba.

RÉDACTION
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique: Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2023 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.

